

Évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le Chapitre 4 analyse l'évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 90. Il montre que les conflits impliquent de nombreux acteurs non étatiques qui poursuivent des objectifs divergents, et ciblent les civils de façon plus systématique qu'auparavant. C'est dans les régions frontalières que se concentrent souvent les violences et les victimes. À partir d'un nouvel indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi), ce chapitre met en évidence les déplacements et la propagation de la violence au fil du temps. Ce chapitre montre que les conflits sont en grande partie localisés, contrairement à certaines idées répandues. Moins d'un tiers des régions en proie à la violence affichent des signes de propagation de cette violence. Néanmoins, il confirme aussi que la géographie de la violence est moins localisée qu'il y a 20 ans. De multiples foyers à haute intensité de conflits se sont formés au Sahel, où la violence se propage aux régions et aux pays voisins. Ces foyers sont plus susceptibles que par le passé d'être entourés de régions à plus faible intensité de conflits.

MESSAGES CLÉS

- » Les 5 dernières années sont les plus violentes que la région ait jamais connues, avec un bilan de plus de 12 000 événements violents et 50 000 victimes jusqu'en juin 2019.
- » Le nombre de zones qui connaissent une intensification de la violence politique à l'échelon local a augmenté beaucoup plus rapidement que le nombre de celles confrontées à d'autres types de conflit.
- » La violence politique se concentre principalement dans les régions frontalières. Plus de 40 % des événements violents et des victimes se produisent à moins de 100 km d'une frontière terrestre.
- » La violence cible de plus en plus les civils, surtout en Afrique de l'Ouest, où les attaques contre des civils excèdent les conflits entre les forces gouvernementales et les groupes armés.
- » Les conflits sont surtout localisés, et les événements violents sont plus susceptibles d'être proches les uns des autres. Toutefois, depuis 2016, davantage de régions du Sahel sont concernées par une dispersion des conflits et une propagation de la violence au delà des frontières, affectant des régions jusqu'alors épargnées.

Au cours des 15 dernières années, l'Afrique du Nord et de l'Ouest a vécu une instabilité politique sans précédent. De l'océan Atlantique au lac Tchad, de plus en plus de pays sont touchés par les conflits armés ou par le terrorisme (Walther et Miles, 2018). Cette situation reflète une évolution de la dynamique de la violence, alimentée par un ensemble de phénomènes : rébellions, insurrections jihadistes, bombardements, prises d'otages, coups d'État, manifestations issues du Printemps arabe et interventions militaires étrangères (Eizenga, 2019).

Prises individuellement, aucune de ces formes de violence n'est nouvelle. Des rébellions

ébranlent le Sahara depuis le début de l'ère coloniale. Dans le massif de l'Air situé dans l'actuelle République du Niger, Ag Mohammed Wau Teguidda Kaocen a dirigé la première rébellion touareg, il y a plus d'un siècle. De même, la région a connu plusieurs vagues de jihadisme depuis la guerre sainte menée par Usman Dan Fodio en 1804 dans ce qui est aujourd'hui le nord du Nigéria. À la fin du XIX^e siècle, Samory Touré a fondé un grand empire islamique dans le sud du Mali et en Guinée, tandis qu'El Hadj Oumar Tall et El Hadj Mohamed al-Amin ont mené le jihad respectivement le long du fleuve Niger et du haut bassin du fleuve Sénégal (Miles, 2018).

Depuis la révolution égyptienne de 1952, 26 chefs d'État ont été renversés dans la région. Des interventions militaires ont ponctué l'histoire de nombreux pays depuis que les Français ont lancé l'opération Limousin pour venir en aide au régime du président Tombalbaye face au Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) en 1969 (Buijtenhuijs, 1995).

Les formes passées de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest conduisent à s'interroger sur les particularités des conflits actuels. Une question importante est de savoir si la région connaît une intensification des guerres et des conflits qui ont émaillé le XX^e siècle,

ou se caractérise par des conflits armés d'un type nouveau. L'étude du nouveau visage de la violence dans la région montre que si la nature de la guerre n'a pas changé, l'Afrique du Nord et de l'Ouest est désormais confrontée à trois types de violence organisée : conflits armés pour conquérir le pouvoir politique, activités criminelles pour le gain personnel et violations des droits humains en vue de constituer des zones homogènes sur le plan ethnique et religieux (Walther, 2017). Le fait que ces formes de violence se conjuguent dans un contexte mondialisé rend la résolution des conflits plus difficile.

LES TYPES DE VIOLENCE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

Contrairement à une idée répandue, l'Afrique subsaharienne n'est pas la région du monde la plus sujette aux conflits (Carter et Straus, 2019). Elle connaît certes des conflits de longue durée (Éthiopie, Ouganda, Soudan, Tchad), mais les guerres sur le continent ne sont pas plus fréquentes et ne durent, en moyenne, pas plus longtemps que dans le reste du monde. Après avoir culminé dans les années 90, les conflits entre États sont devenus plus rares en Afrique subsaharienne, et ce sont les guerres civiles qui constituent de loin le type de conflit le plus fréquent, deux tendances qui reflètent l'évolution des conflits au niveau mondial.

Les spécificités des conflits modernes dans la région

Les conflits modernes en Afrique du Nord et de l'Ouest se caractérisent par leur propagation au-delà des frontières nationales, ce qui tend à effacer la distinction entre affaires nationales et internationales. L'histoire récente de la région montre que, lorsqu'ils sont soumis à des pressions croissantes, les groupes armés se déplacent vers des pays où les capacités militaires ou la gouvernance politique sont moindres. De même, les conflits modernes ont tendance à être tout à la fois locaux, nationaux et internationaux : ils exploitent des concepts internationaux, tels que le jihad, et des ressources mondiales, telles

que les otages occidentaux, pour faire valoir des revendications locales et nationales.

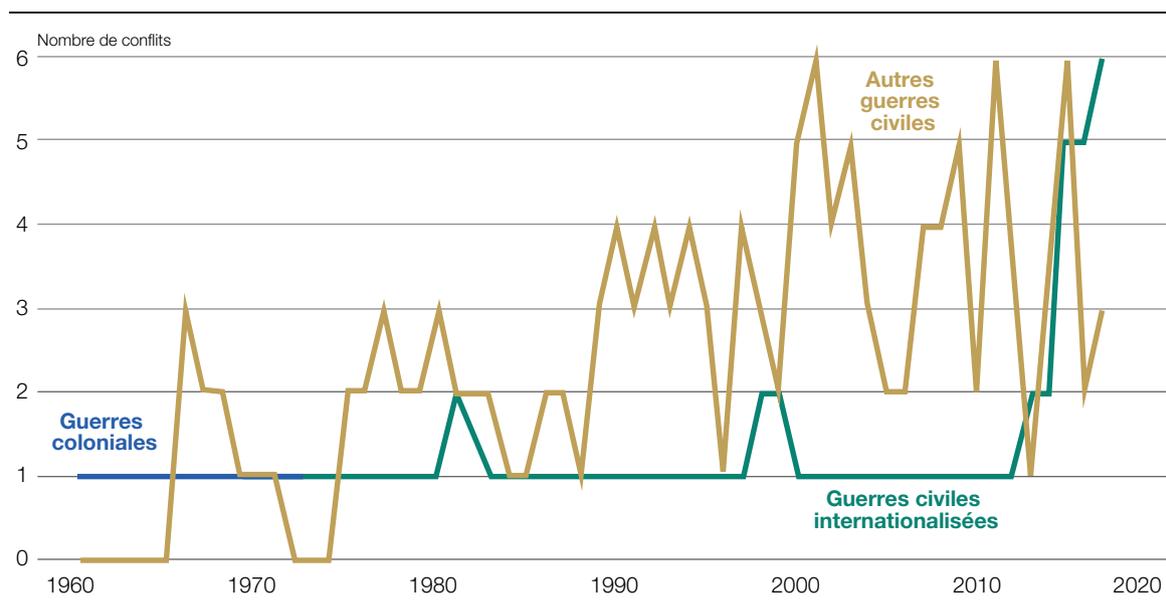
Les conflits dans la région se caractérisent aussi par le fait que les relations entre belligérants suivent des évolutions contradictoires et imprévisibles. Des groupes un jour alliés peuvent se combattre le lendemain. Des individus peuvent prêter allégeance à l'armée, puis à des milices et enfin à des groupes extrémistes, au gré des circonstances. Les revirements d'alliances et de conflits entre belligérants brouillent la distinction entre gouvernement, armée nationale et société sur laquelle les États modernes de la région étaient construits.

La troisième caractéristique est que les objectifs et stratégies militaires des belligérants sont moins idéologiques ou géopolitiques qu'auparavant. Ces conflits identitaires visent à promouvoir une vision idéalisée du passé, comme le califat promis par l'État islamique (EI) et par Boko Haram. Cette vision politique, qui a tendance à mélanger politique et identité, recourt à la peur, à la haine et à la destruction dans le but de créer des zones homogènes sur le plan ethnique ou religieux. Elle a pour conséquence le meurtre délibéré de civils, et se démarque en cela des anciennes guérillas qui visaient à conquérir le cœur et l'esprit de la population.

Aussi, les conflits modernes en Afrique du Nord et de l'Ouest se caractérisent souvent par un recours systématique à la violence organisée

Graphique 4.1

Conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1960-2019



Source : UCDP/PRIO, 2019.

contre les civils. Les stratégies des insurgés s'appuient sur une grande mobilité et un petit nombre de combattants, dont les attaques ne visent pas tant à défendre un territoire qu'à contrôler la population. Les milices, mouvements extrémistes violents et groupes d'autodéfense impliqués dans les conflits modernes, sont mal entraînés et organisés de manière moins hiérarchique que les armées traditionnelles. Le manque d'accès aux armes lourdes ne les rend pas moins dangereux, ainsi que le démontrent le génocide rwandais des années 90 ou les massacres de masse commis au Darfour, en Sierra Leone et au Libéria.

La faiblesse militaire de nombreux insurgés reflète la fragilité de nombreux gouvernements. Toutefois, depuis les années 2000, les puissances occidentales interviennent pour soutenir les États locaux qui combattent les insurrections, comme au Sahel aujourd'hui. Si, au cours de la Guerre froide, les insurgés pouvaient espérer recevoir une aide extérieure, ce sont aujourd'hui les États qui sont les principaux destinataires de l'aide. Malgré ces efforts, les armées africaines restent mal équipées pour lutter contre les groupes transnationaux. Par conséquent, dans de nombreux conflits, ni les rebelles ni les gouvernements ne sont en mesure

de mener une frappe décisive contre l'ennemi, si bien que les conflits ont tendance à s'enliser plutôt qu'à se résoudre. Ce n'est que dans les États faibles où les structures gouvernementales s'effondrent, comme actuellement au Mali, que les rebelles gagnent du terrain. Aussi les guerres dans lesquelles les insurgés peuvent renverser les gouvernements et faire sécession sont-elles rares. Les conflits sont souvent menés dans des régions frontalières par des groupes d'insurgés qui luttent les uns contre les autres au lieu d'unir leurs forces contre le gouvernement.

Une région plus violente

Tous les pays et territoires en Afrique du Nord à l'exception de la Tunisie ont connu au moins un conflit armé depuis 1960, tandis que près des trois quarts des 18 pays ouest-africains (72 %) ont été impliqués dans un conflit armé. Ces chiffres sont légèrement plus élevés que pour l'Afrique subsaharienne, où 68 % et 61 % des pays ont traversé un conflit armé et une guerre civile récemment (Carter et Straus, 2019). En Afrique du Nord et de l'Ouest, le nombre de guerres entre États est très faible depuis 1960. L'évolution la plus marquante intervenue au cours des 60 dernières années est l'augmentation du nombre de guerres

Encadré 4.1**Le conflit en Casamance (1982-2014)**

Le conflit en Casamance éclate au début des années 80, lorsque le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) réclame une plus grande autonomie vis-à-vis de l'État sénégalais (Theobald, 2015). Les revendications portent sur ce que les populations locales perçoivent comme un « colonialisme intérieur » et sur des facteurs socio-politiques tels que le favoritisme pour la région de Dakar, la préférence de l'État pour l'usage du wolof et du français, la privation de droits politiques et les politiques foncières qui pénalisent les ethnies du Sud (Sanchez, 2018).

En 1982, le MFDC se transforme en un groupe séparatiste plus agressif, qui compte une aile politique et une aile militaire (appelée *Atika*). Le conflit débute avec des manifestations étudiantes dans les rues de la capitale Ziguinchor contre la marginalisation et en faveur de la décentralisation des ressources publiques. Après le premier accord de cessez-le-feu conclu en 1999, *Atika* se scinde en un *Front Nord* et un *Front Sud*. Ces deux composantes éclatent en trois factions opposées : *Baraka Mandioka*, la faction extrémiste, et *Cassolol* et *Diakaye*, plus modérées. Le gouvernement sénégalais et l'armée répriment leurs manifestations en mobilisant des troupes stationnées en Casamance.

Le MFDC et le gouvernement signent un accord de paix en 2004, mais plusieurs factions extrémistes émanant du MFDC continuent de se livrer à des actes de violence sporadiques en Casamance tout en commettant d'autres formes de délit et de trafic illégal (Marut, 2010). Le MFDC n'atteint pas son objectif d'indépendance de la Casamance, bien qu'au fil du conflit certains gouvernements et présidents prennent des mesures favorables à la région du Sud. En outre, les actes et les objectifs de plus en plus violents du MFDC lui aliènent les habitants de Casamance. Par ailleurs, les exigences sécessionnistes toujours plus affirmées du MFDC se heurtent à l'attachement de la Casamance à l'intégrité nationale. Les troupes gouvernementales sont aussi accusées d'avoir violé les droits humains et tué des civils.

Aujourd'hui, la Casamance fait l'objet de reconstruction de la part de l'État et d'organisations internationales d'aide, avec notamment la réinstallation de personnes déplacées internes et de réfugiés. Bien que le conflit en Casamance soit l'un des moins violents d'Afrique, sans massacre de masse, le MFDC a été impliqué dans 326 incidents violents, causant la mort de 1 428 personnes entre 1997 et 2019, selon ACLED (2019).

Source : Matthew Pflaum.

civiles, et notamment de celles de dimension transnationale, comme en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone entre les années 90 et 2000, et au Sahel aujourd'hui ([Graphique 4.1](#)). La plupart de ces affrontements opposent les gouvernements à des organisations extrémistes violentes ayant des visées religieuses réformistes (Ibrahim, 2017).

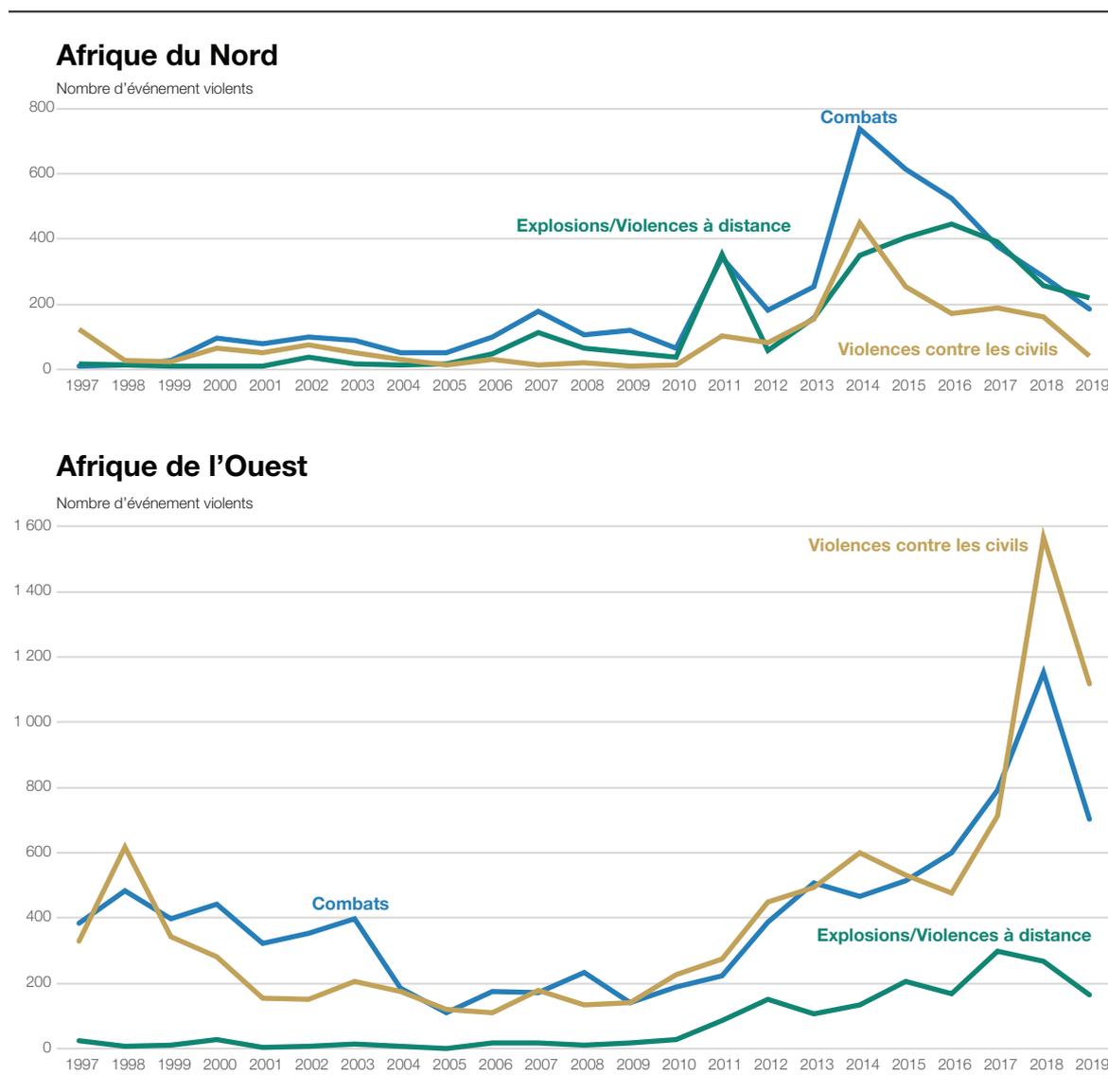
La violence politique est inégalement répartie en Afrique du Nord et de l'Ouest ([Chapitre 3](#)). Étant donné que les guerres entre États sont beaucoup moins fréquentes que les guerres civiles, les événements violents surviennent généralement au niveau régional plutôt que national. La localisation spatiale de ces foyers de violences a beaucoup changé au fil du temps, à l'exception du

Nigéria, qui est resté un foyer majeur de violences au cours des 20 dernières années ([Carte 4.1](#) et [Carte 4.2](#)).

La plupart des 5 000 événements violents et des 25 000 morts enregistrés de 1997 à 2002 se concentrent dans trois sous-régions. Au nord du Sahara, le principal conflit a été de loin la guerre civile algérienne (1991-2002), qui s'est beaucoup apaisée après la reddition de l'Armée islamique du salut (AIS) et la défaite du Groupe islamique armé (GIA) au début des années 2000. Au sud du Sahara, le nombre élevé de victimes dans le golfe de Guinée est dû aux guerres civiles au Libéria (1989-97 et 1999-2003), en Sierra Leone (1991-2002) et en Guinée-Bissau (1998-99).

Graphique 4.2

Événements violents, par type, en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 (juin)



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

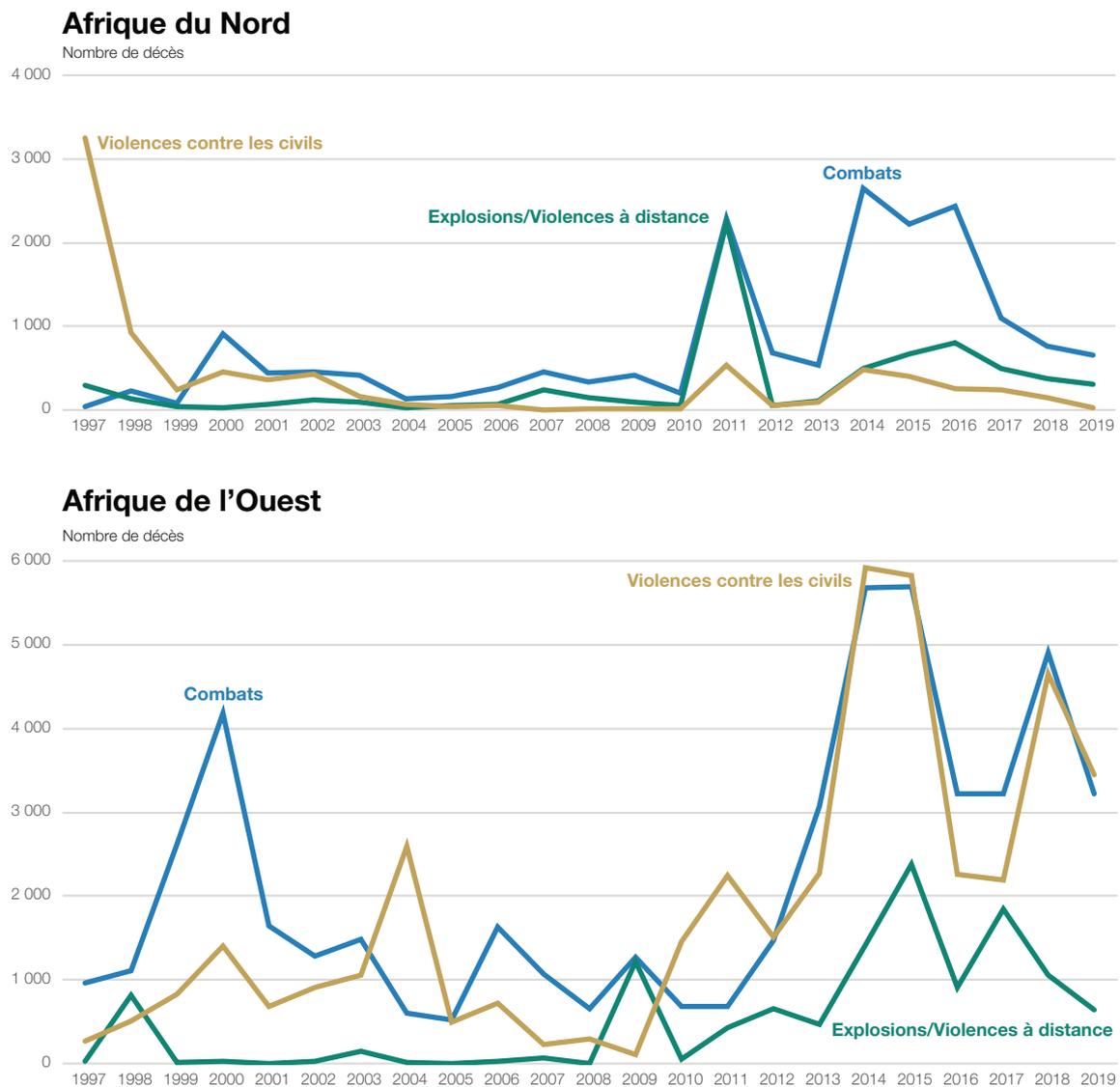
Les années 2000 sont caractérisées par une décline de la violence politique, avec 3 200 événements violents et 14 000 décès entre 2003 et 2008. La violence était pour l'essentiel concentrée au sud du Sahara. C'est au cours de cette période que le conflit en Casamance, qui opposait de longue date le gouvernement sénégalais et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), prend finalement fin (Encadré 4.1). Le retour à la stabilité politique au Libéria et en Sierra Leone coïncide avec le début de la première guerre civile en Côte d'Ivoire

(2002-07) et avec l'intensification du conflit au Darfour entre l'Armée de libération du Soudan (ALS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), d'une part, et le gouvernement soudanais et les milices arabes janjaouid, d'autre part.

Le nombre total de victimes s'accroît sensiblement à compter de la fin des années 2000 du fait des conflits qui opposent les rebelles, les extrémistes religieux et les gouvernements de la région. Près de 8 000 événements violents et plus de 40 000 victimes sont dénombrées entre 2009 et 2014. La situation sécuritaire atteint

Graphique 4.3

Décès dus à des événements violents, par type, en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 (juin)



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

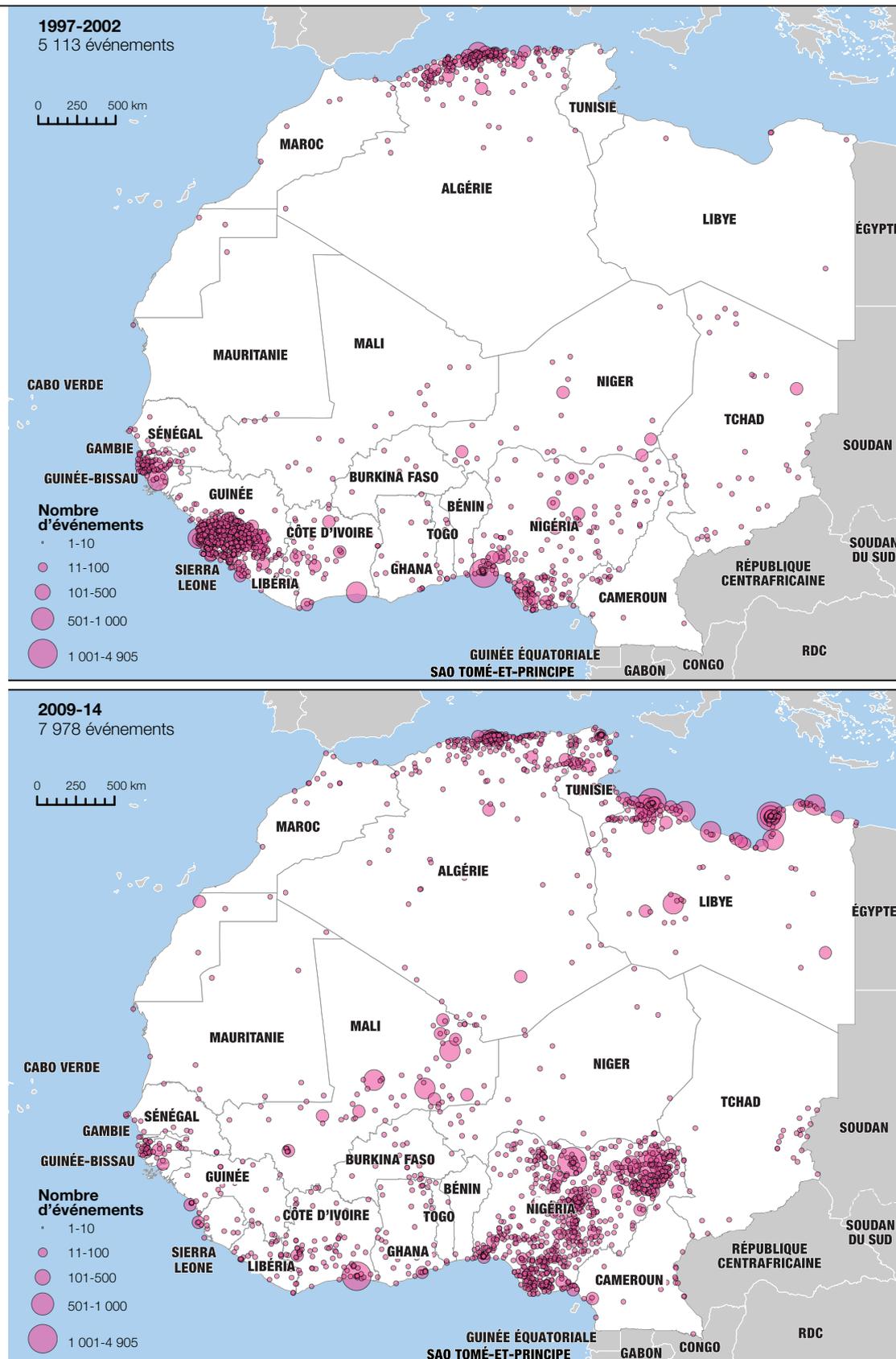
un premier niveau critique en 2014 sous l'effet combiné du conflit au Mali, des guerres civiles en République centrafricaine et en Libye, des conflits au Darfour et au Soudan du Sud, et des insurrections dans plusieurs régions du Nigéria.

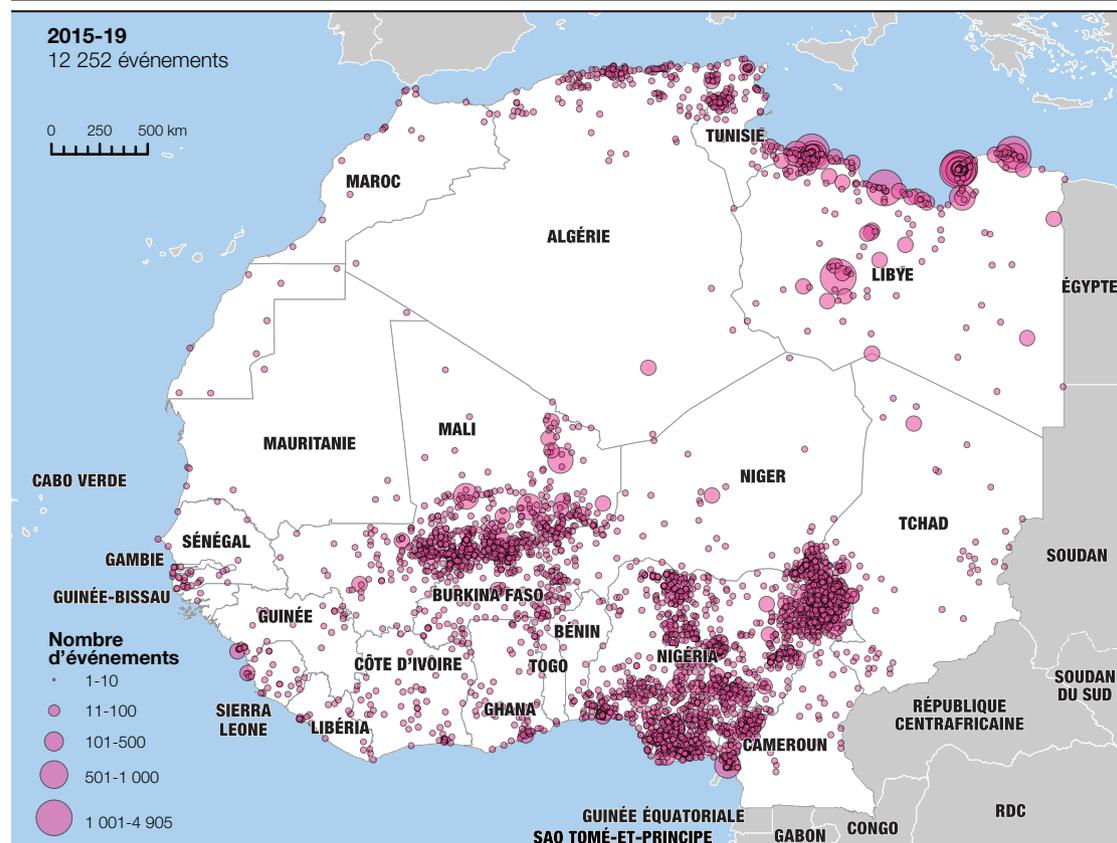
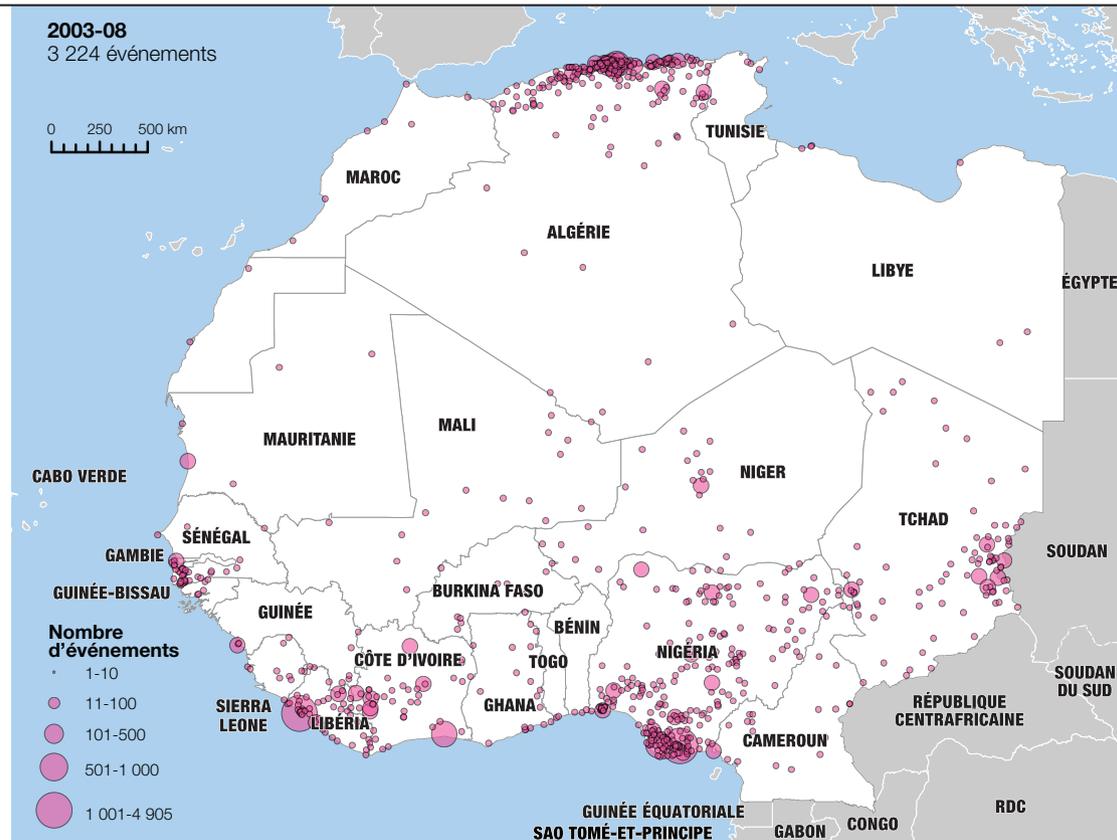
Les cinq dernières années sont les plus violentes, avec plus de 12 000 événements violents et 50 000 décès recensés jusqu'en juin 2019. Si la violence politique a largement épargné le golfe de Guinée, elle embrase le Mali et les pays voisins, plusieurs régions du Nigéria

et pratiquement toutes les régions peuplées de Libye. Dans le nord du Sahara, les événements violents sont toujours associés à des combats de grande ampleur dans les villes, tandis que de nombreux événements violents surviennent dans les zones rurales d'Afrique de l'Ouest. La [Carte 4.1](#) et la [Carte 4.2](#) illustrent clairement ces tendances : les victimes sont beaucoup plus concentrées sur la côte et dans l'intérieur de la Libye qu'au Sahel, où des centaines d'attaques isolées sont enregistrées.

Carte 4.1

Violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019

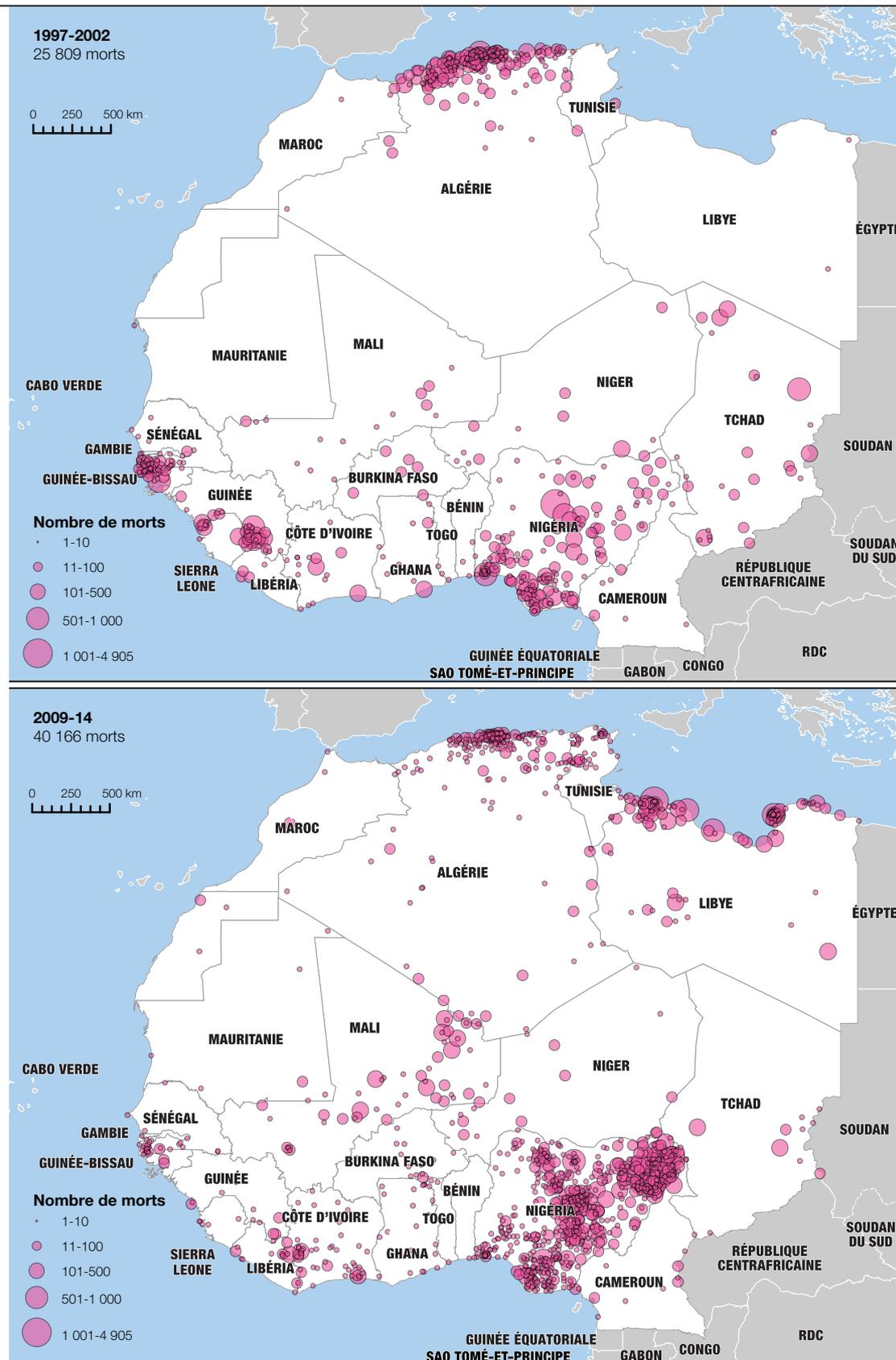


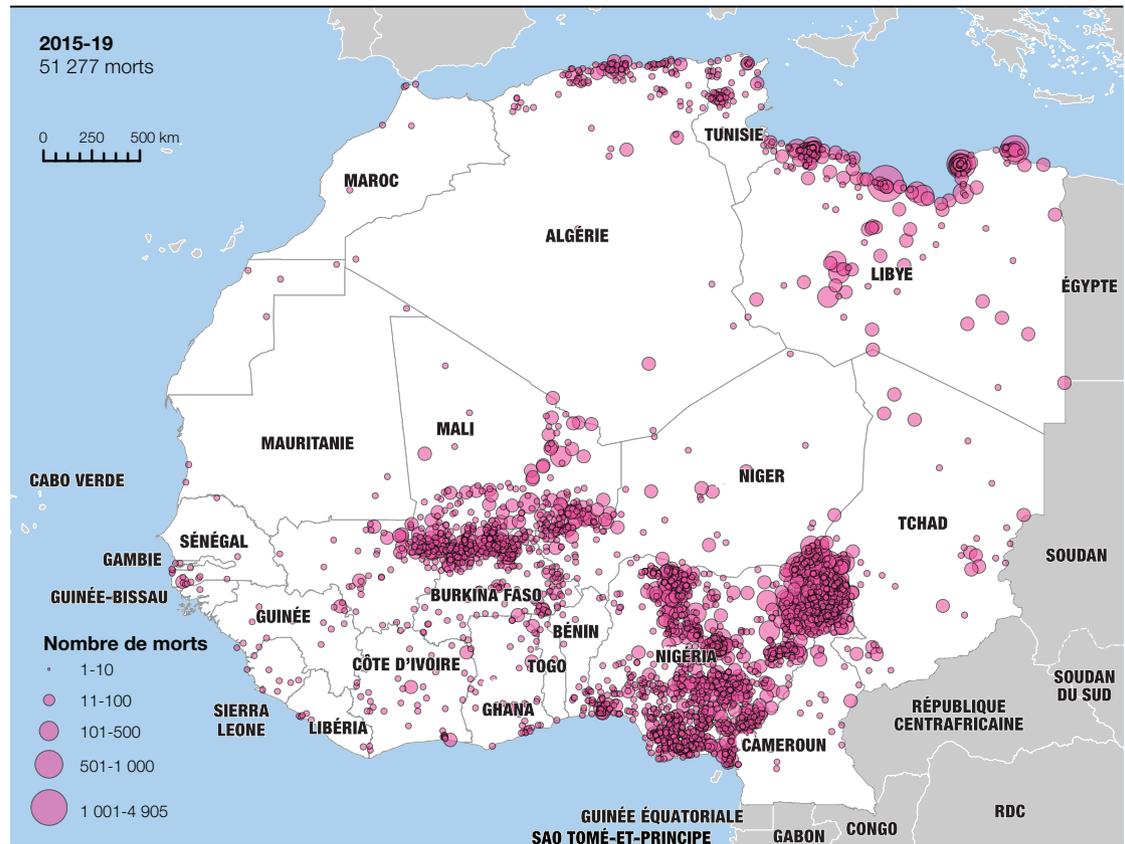
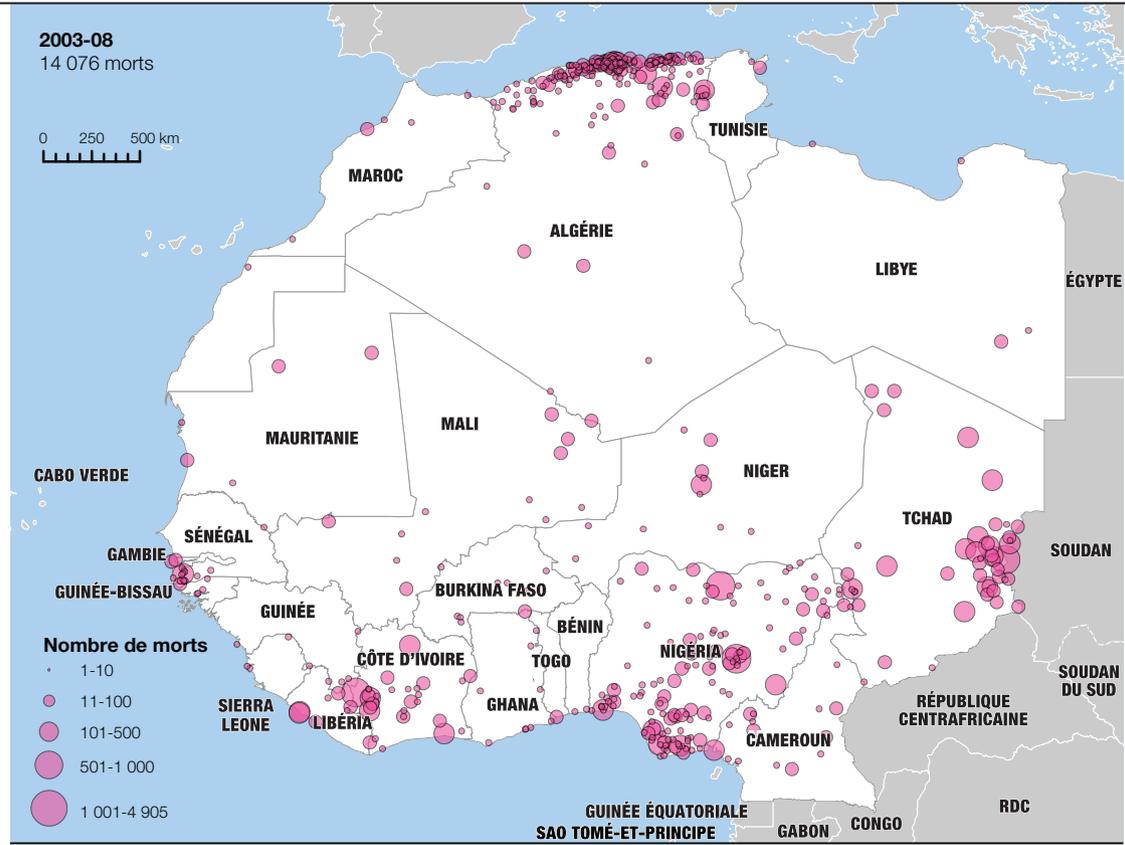


Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.2

Décès dus à des motifs politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019

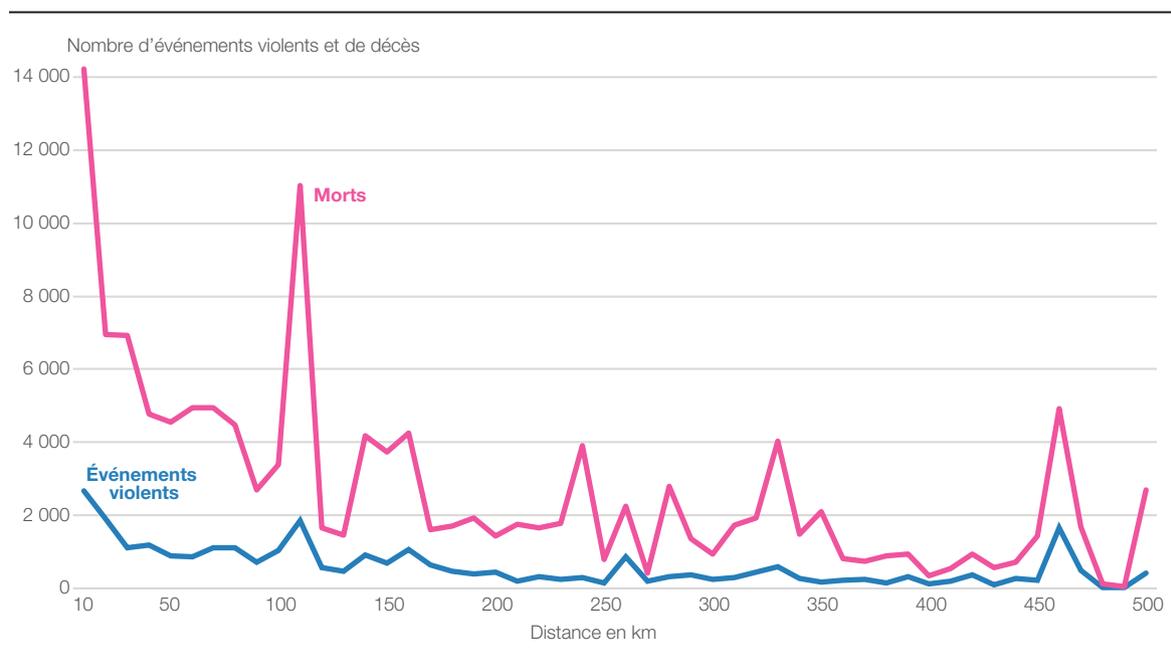




Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.4

Événements violents et victimes selon la distance aux frontières terrestres, 1997-2019 (juin)



Source : Walther, 2019, d'après les données ACLED, 2019.

Plus de violence à l'encontre des civils

Depuis 1997, 30 360 événements violents ayant causé 138 207 morts sont enregistrés en Afrique du Nord et de l'Ouest, selon ACLED. Ce sont les combats qui ont fait le plus grand nombre de victimes (68 758), suivis des violences perpétrées contre les civils (50 174), des explosions et des violences perpétrées à distance (19 275).

L'évolution la plus importante est l'usage accru de la violence à l'encontre des civils depuis le début des années 2010 (Graphique 4.2 et Graphique 4.3). Ces violences sont particulièrement nombreuses en Afrique de l'Ouest, où le nombre de victimes d'actes de violence sexuelle, d'attaques contre la population et d'enlèvements dépasse celui des conflits armés entre des acteurs étatiques et non étatiques. Leur nombre atteint 4 645 victimes en 2018, un pic. Avec 3 451 victimes dénombrées jusqu'en juin, 2019 est en passe de devenir l'année la plus meurtrière pour les civils depuis 1997. Cette dégradation est principalement due aux attaques de Boko Haram contre les écoles, églises et autres cibles civiles.

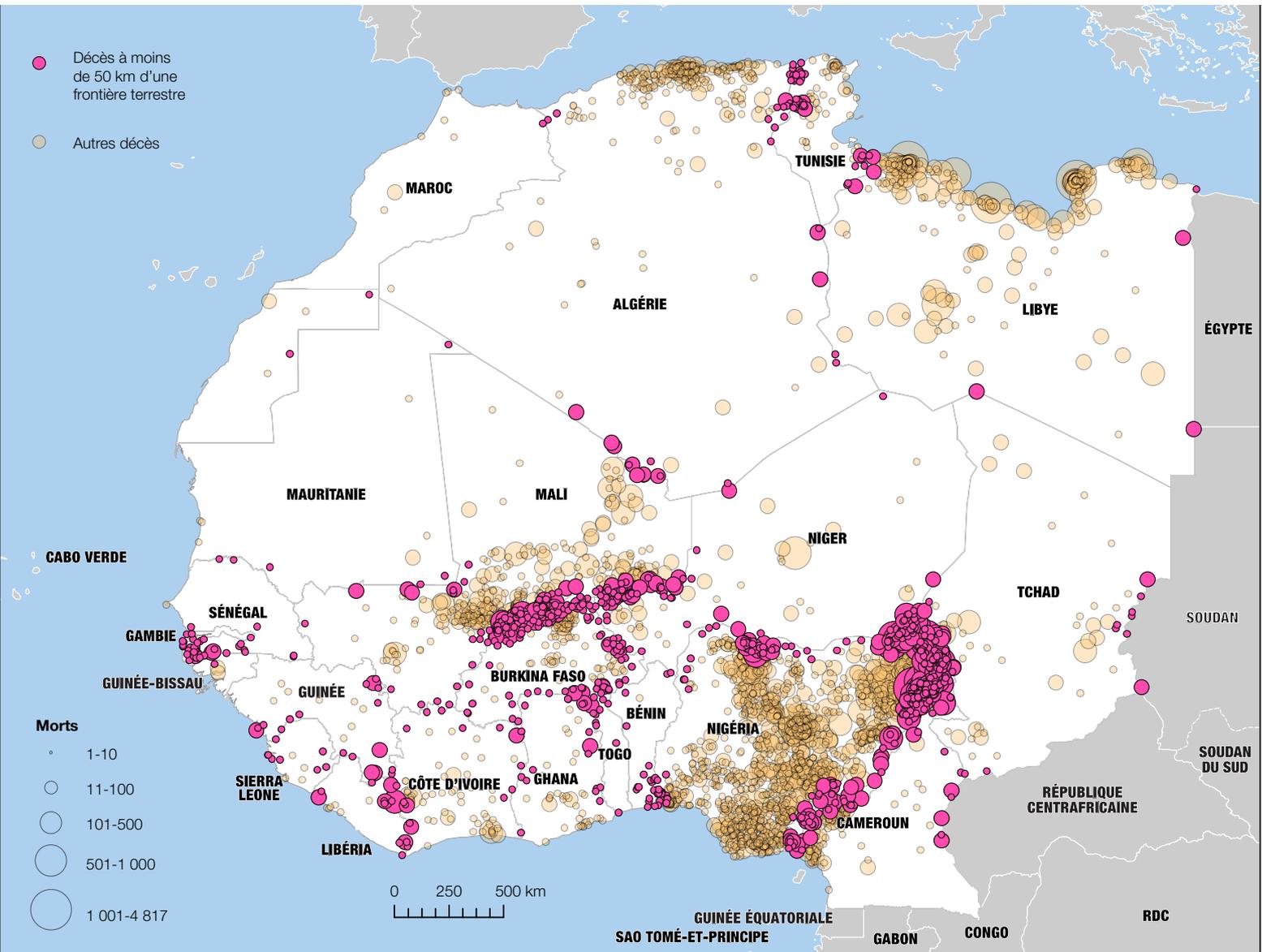
Les affrontements entre groupes armés organisés politiquement sont également en

hausse en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis le début de la décennie. Au nord du Sahara, les deux pics observés en 2011 et 2014 correspondent aux première et deuxième guerres civiles libyennes, qui ont mobilisé force troupes et armes. Au sud du Sahara, l'augmentation du nombre de décès liés aux combats s'explique par l'offensive jihadiste contre le gouvernement malien en 2012, suivie de la contre-offensive dirigée par la France dans le pays. D'intenses combats ont également eu lieu dans le nord du Nigéria entre Boko Haram, le gouvernement nigérian et la Force multinationale mixte (MNJTF) composée de troupes des pays voisins. En Afrique de l'Ouest surtout, les décès liés aux combats et aux violences à l'encontre de civils suivent une évolution similaire, ce qui suggère que les insurgés s'en prennent systématiquement à la fois à des cibles gouvernementales et à des cibles civiles. Cette tendance est moins nette en Afrique du Nord, où les milices qui luttent pour prendre le pouvoir ne ciblent pas les civils aussi systématiquement qu'en Afrique de l'Ouest.

Les violences perpétrées à distance sont exercées au moyen de bombes, de grenades, d'engins explosifs improvisés, de tirs d'artillerie,

Carte 4.3

Nombre de décès selon la distance par rapport aux frontières terrestres, 2009-19 (juin)



Source : Walthier, 2019, d'après les données ACLED, 2019.

Tableau 4.1

Lieux les plus affectés de la région et à moins de 50 km d'une frontière terrestre, 2009-19

Rang	Afrique du Nord et de l'Ouest			À moins de 50 km d'une frontière terrestre		
	Lieu	Pays	Décès	Lieu	Pays	Décès
1	Maiduguri	Nigéria	4 817	Baga	Nigéria	2 140
2	Syrte	Libye	2 540	Forêt de Sambisa	Nigéria	1 042
3	Tripoli	Libye	2 183	Bama	Nigéria	900
4	Baga	Nigéria	2 140	Fotokol	Cameroun	884
5	Benghazi	Libye	1 536	Gamboru	Nigéria	752
6	Dambo	Nigéria	1 200	Madagali	Nigéria	732
7	Asaba	Nigéria	1 076	Gwoza	Nigéria	719
8	Forêt de Sambisa	Nigéria	1 042	Damasak	Nigéria	621
9	Konduga	Nigéria	973	Rann	Nigéria	607
10	Bama	Nigéria	900	Diffa	Niger	528
11	Fotokol	Cameroun	884	Dikwa	Nigéria	495
12	Darna	Libye	804	Kolofata	Cameroun	488
13	Misrata	Libye	772	Amchidé	Cameroun	484
14	Gamboru	Nigéria	752	Mubi	Nigéria	456
15	Kano	Nigéria	749	Bazza	Nigéria	378
	Monguno	Nigéria	749			

Source : Walther, 2019, d'après les données ACLED, 2019.

de frappes de missiles, de tirs de mitrailleuses lourdes, d'attaques aériennes, de drones ou encore d'armes chimiques. Leur fréquence a augmenté en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 2010 en raison des raids aériens menés par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et par l'Armée nationale libyenne en Libye, les forces aériennes françaises au Mali et les forces aériennes nigérianes autour du lac Tchad. Le recours croissant aux attaques suicides par Boko Haram et l'EI, ainsi que l'utilisation d'engins explosifs improvisés au Cameroun, au Mali et au Nigéria contre le gouvernement et les forces des Nations Unies, ont également contribué à la flambée des violences perpétrées à distance au cours des dix dernières années.

Plus de violence dans les régions frontalières

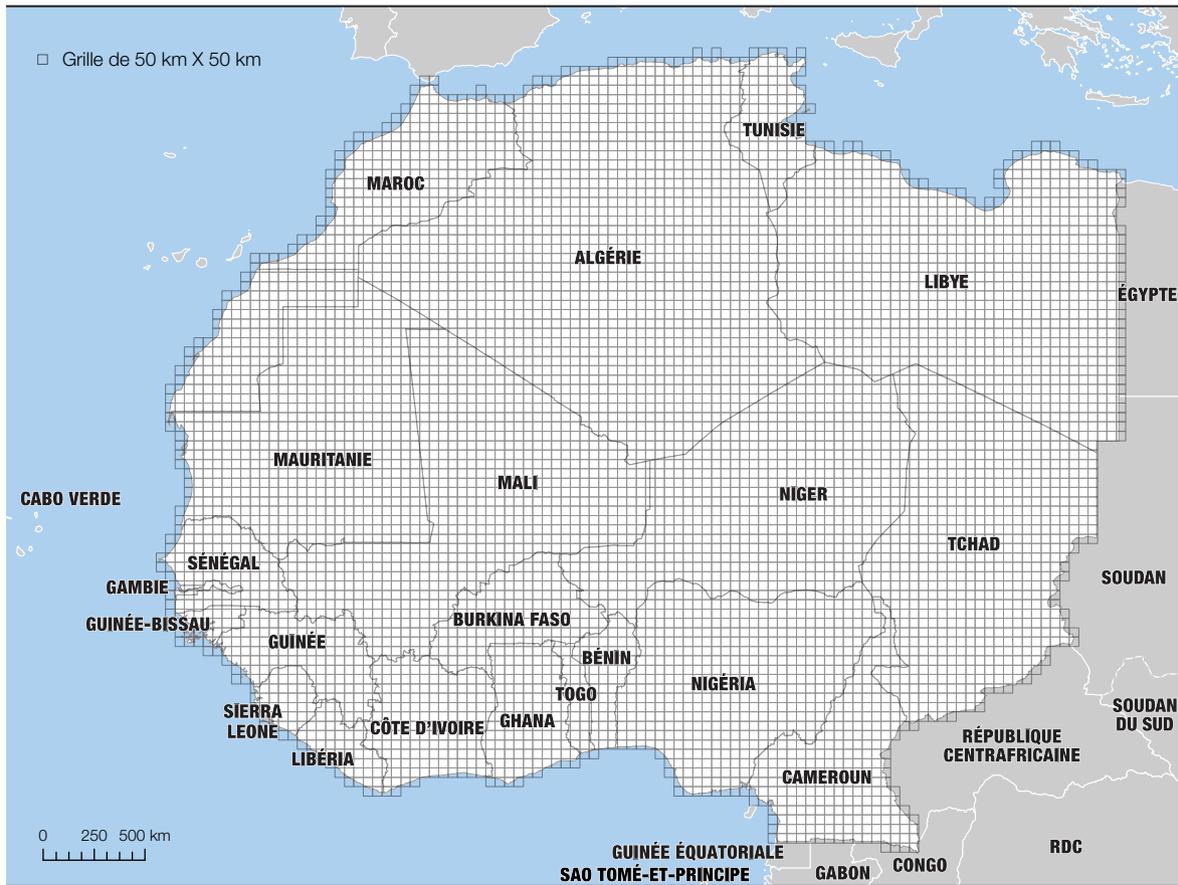
La violence politique est très concentrée dans certaines régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest. C'est le cas des régions frontalières, où les groupes armés installent souvent leurs bases militaires et à partir desquelles ils lancent leurs incursions dans les pays voisins. Entre

1997 et 2019, 42 % des événements violents et des victimes se sont produits à moins de 100 km d'une frontière terrestre, soit une proportion équivalente à celle de la population qui vit dans ces régions (41 %, selon GPW, 2015). La bande frontalière étroite de 10 km qui sépare deux pays concentre à elle seule 10 % des victimes recensées depuis 1997 (Graphique 4.4), soit nettement plus que la proportion de la population qui vit dans ces zones en Afrique du Nord et de l'Ouest (3,5 %). Ceci suggère que les zones situées à proximité immédiate des frontières sont proportionnellement plus dangereuses que les autres.

Historiquement, les frontières de la Sierra Leone et du Libéria ont été les plus touchées par la violence politique, sous l'effet des guerres civiles faisant intervenir des forces transnationales. La Casamance est un autre lieu où l'instabilité aux frontières est historiquement forte, du fait du conflit qui oppose le gouvernement sénégalais au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) depuis 1982 (Encadré 4.1). L'intensité de ce conflit a cependant beaucoup diminué depuis le milieu des années 2000 et seuls 93 incidents et 119 victimes sont enregistrés dans la région frontalière depuis 2007. Au

Carte 4.4

Afrique du Nord et de l'Ouest quadrillée en 6 540 « cellules » ou « régions »



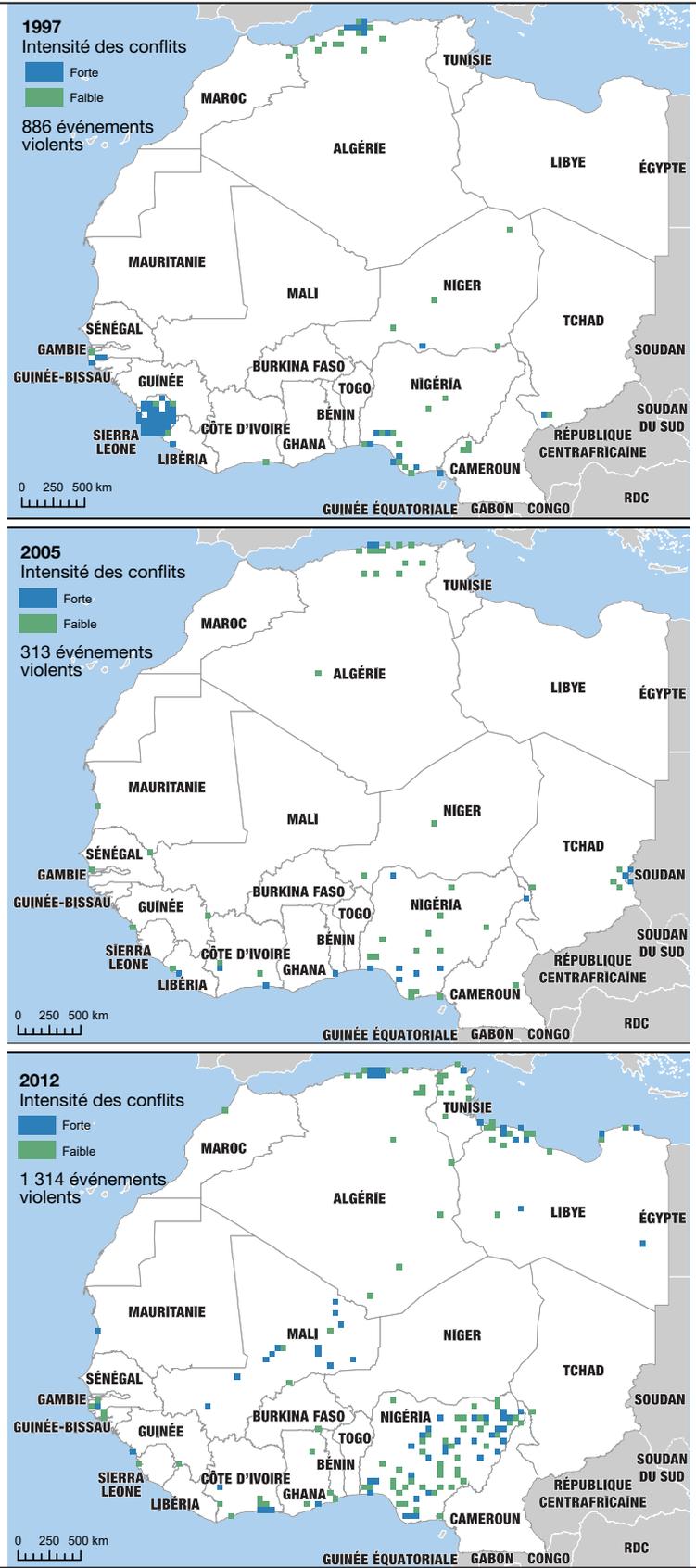
cours de la dernière décennie, les zones frontalières ont gagné en importance pour les groupes armés comme pour les gouvernements d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Depuis 2009, un tiers des actes de violence politique et de leurs victimes dans la région sont survenus à moins de 50 km d'une frontière terrestre (Carte 4.3).

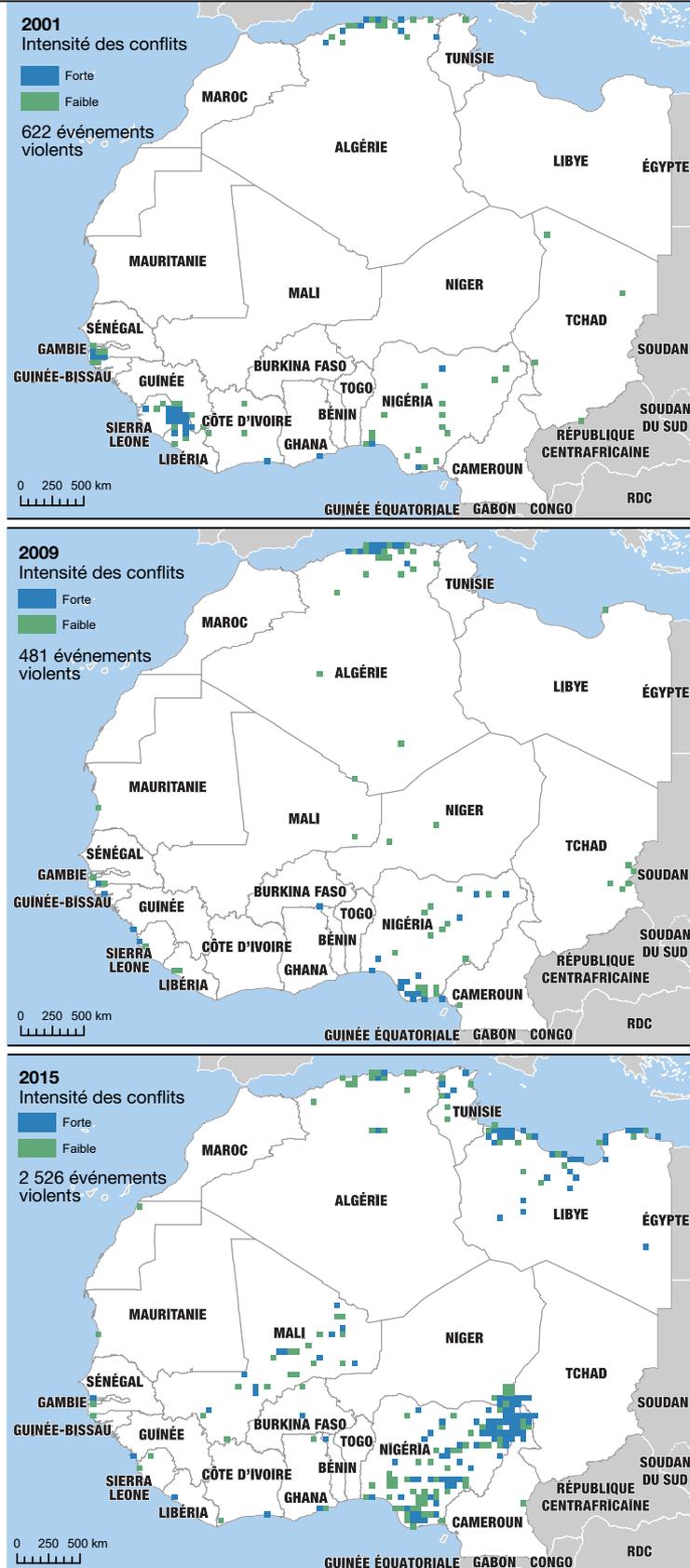
Dans les régions frontalières, les principales victimes de la violence politique de ces dix dernières années sont les habitants des villes petites et moyennes du bassin du lac Tchad. Les massacres perpétrés par Boko Haram et les représailles de l'armée nigérienne dans les communautés de Baga, Bama, Damasak, Gamboru, Rann et Madagali au Nigéria, de Fotokol, Amchidé, Tourou au Cameroun, ou de Bosso et Diffa au Niger expliquent en grande partie cette situation. Les villes de Baga et de Bama, situées à moins de 50 km de la frontière, sont les plus touchées, avec respectivement 2 140

et 900 victimes, tandis que 1 042 personnes ont été tuées dans la forêt de Sambisa au sud-est de Maiduguri (Tableau 4.1).

Aucune ville malienne n'a eu à déplorer plus de 500 victimes entre 2009 et 2019 (Gao en totalise 448). Cette particularité s'explique par le fait que l'intensité du conflit malien est globalement inférieure à celle de l'insurrection de Boko Haram et par l'absence de grands centres urbains à proximité des frontières. Outre ces facteurs démographiques, de nombreux événements violents commis par des groupes armés au Sahara-Sahel se déroulent loin des lieux habités, dans la bande frontalière entre l'Algérie, la région d'Ansongo-Ménaka ou la zone de l'Azawagh au Mali et au Niger. Ces épisodes reflètent souvent des luttes de pouvoir entre rebelles, extrémistes religieux et contrebandiers pour le contrôle des routes transsahariennes et de leurs trafics.

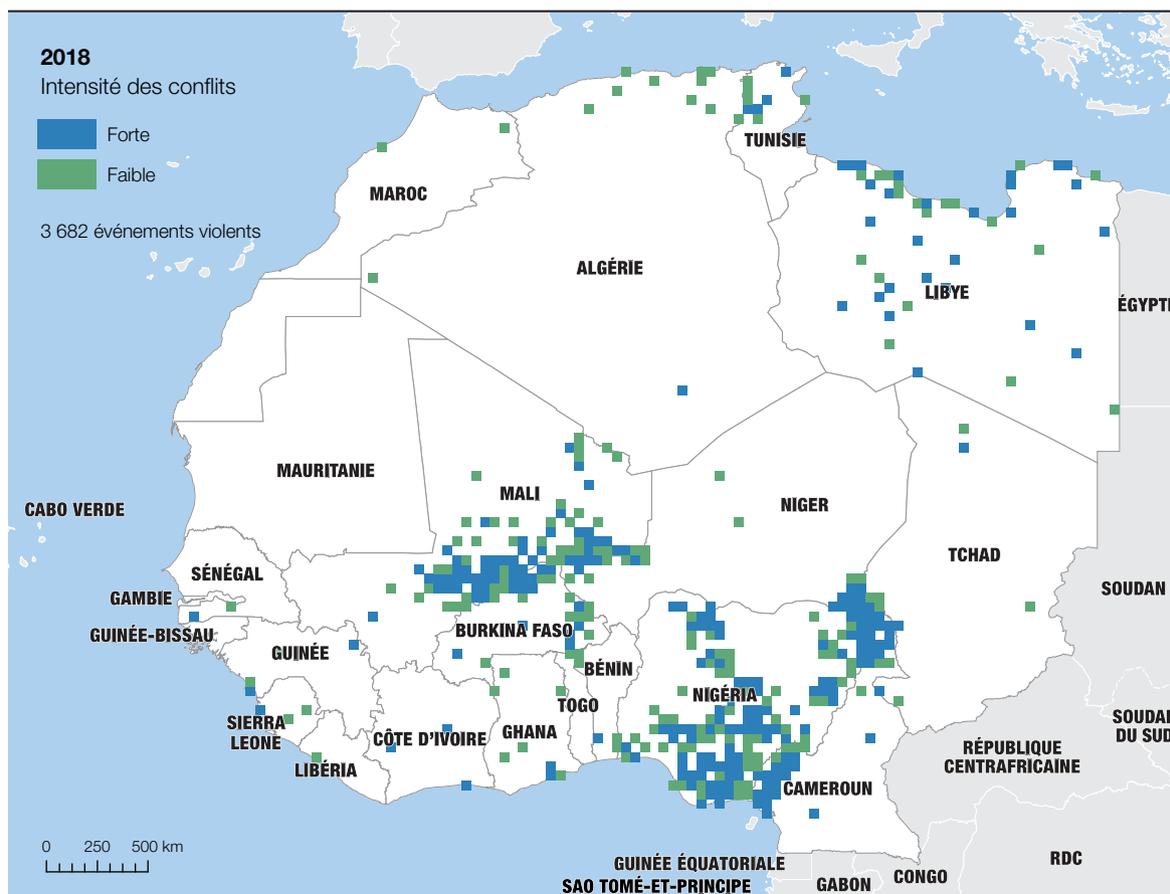
Carte 4.5
Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015





Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.6
Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Note : L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. La carte indique si l'intensité des événements violents a tendance à être supérieure ou inférieure à la moyenne pour chacune de ces cellules. Étant donné que le quadrillage couvre uniformément l'Afrique du Nord et de l'Ouest, certaines cellules peuvent être traversées par des frontières nationales.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

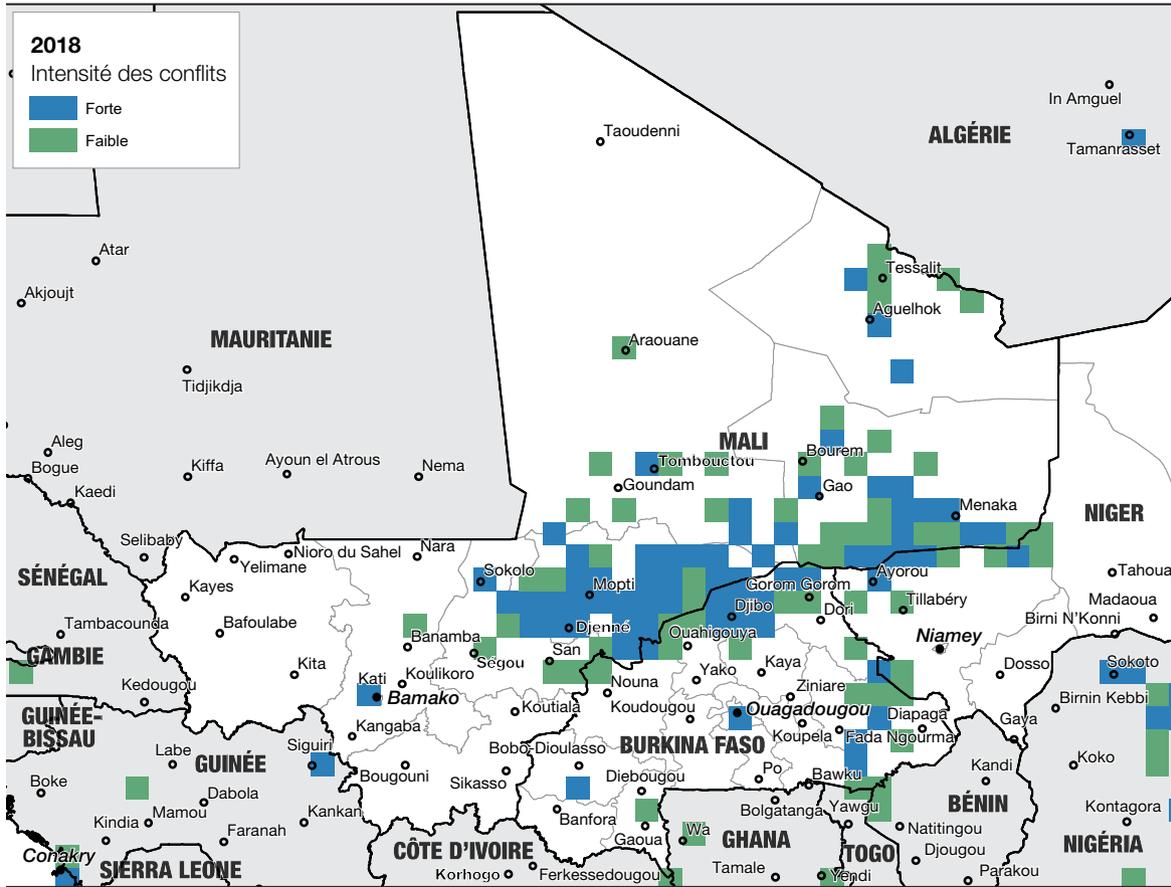
La région du Liptako-Gourma est le deuxième épice de la violence frontalière actuelle en raison de la diffusion du conflit malien aux pays voisins. Dans la bande frontalière, les attaques les plus nombreuses affectent les provinces de Soum, Louroum et Soutou au Burkina Faso, les cercles de Koro, Bankass et Douentza en périphérie du pays dogon au Mali, l'extrême nord de la région de Tillabéri au Niger et la région allant d'Ansongo-Ménaka à Abderamboukane au Mali.

Outre les zones frontalières, les villes situées à moins de 100 km des frontières terrestres semblent être d'importants foyers d'instabilité politique. Près de 10 % des victimes et des événements violents depuis 1997 sont recensés sur une

bande située de 100 à 110 km d'une frontière, comme l'indique le pic spectaculaire sur le [Graphique 4.3](#). Cette concentration de la violence est due au fait que plusieurs villes secondaires ont été le théâtre de violences intercommunautaires ou de combats meurtriers entre groupes extrémistes et forces gouvernementales au cours des 20 dernières années. C'est notamment le cas à Maiduguri, dans le nord est du Nigeria, où des affrontements sanglants opposent Boko Haram et l'armée nigériane depuis 2009. Maiduguri détient le record du nombre de décès depuis 1997 (4 817), suivie des villes libyennes de Syrte, Tripoli, Benghazi, Darna et Misrata.

Carte 4.7

Intensité des conflits au Mali et dans les pays voisins, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

DES CONFLITS ENCORE PLUS INTENSES

En Afrique du Nord et de l'Ouest, la violence se répartit de façon inégale sur le plan géographique car bien des facteurs qui sous-tendent cette violence sont eux aussi inégalement répartis (population, ressources, etc.). Le Nigeria, le Mali/Burkina Faso et la Libye concentrent la majorité des zones à forte intensité de violence. Ces régions sont plus nombreuses que par le passé. Elles s'amalgament entre elles et sont souvent entourées de zones de plus faible intensité de violence. En outre, la géographie de la violence évolue au fil du temps. Une comparaison du nombre annuel d'événements entre l'Afrique du Nord et de l'Ouest montre que la violence a reculé dans une partie de la région étudiée tandis qu'elle a progressé dans une autre. Bien que la violence puisse fluctuer à certains endroits, dans

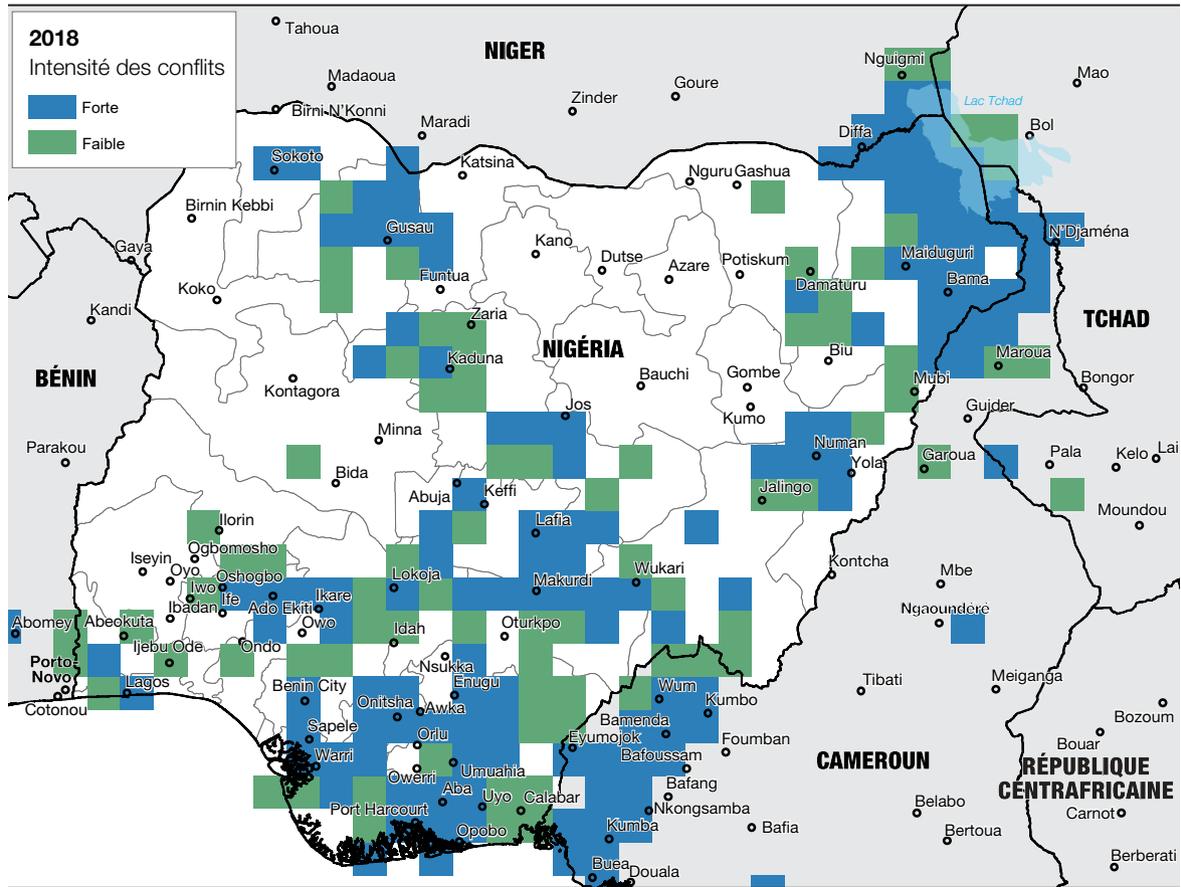
d'autres elle peut rester relativement constante et devenir partie intégrante de la vie quotidienne sur de longues périodes.

Mesurer l'intensité de la violence

L'indicateur SCDi est destiné à mesurer l'évolution de la géographie de la violence, dans l'espace et le temps. Un quadrillage constitué de 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km est appliqué sur l'Afrique du Nord et de l'Ouest (Carte 4.4).

L'indicateur combine deux dimensions spatiales de la violence : l'intensité relative du conflit dans une région (densité spatiale), et la distribution des zones de conflit les unes par rapport aux autres (concentration spatiale).

Carte 4.8
Intensité des conflits au Nigéria, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Le premier paramètre du SCDi, celui de l'intensité des conflits (IC), mesure le nombre d'épisodes d'une certaine durée survenus dans une cellule donnée, qui est ensuite divisé par la superficie de la cellule afin d'aboutir à un indicateur qui se prête aux comparaisons régionales. Plus précisément, l'IC mesure l'intensité globale de la violence dans une région donnée, sans mesurer la localisation précise des événements violents dans cette région. Étant donné que le nombre d'événements violents est normalisé en fonction de la superficie de la région, cet indicateur peut servir à comparer des zones de toute taille. La présente analyse utilise un quadrillage uniforme constitué de cellules de 50 km sur 50 km et calcule l'intensité des conflits pour chacune de ces cellules et pour chaque année civile entre 1997 et 2018.

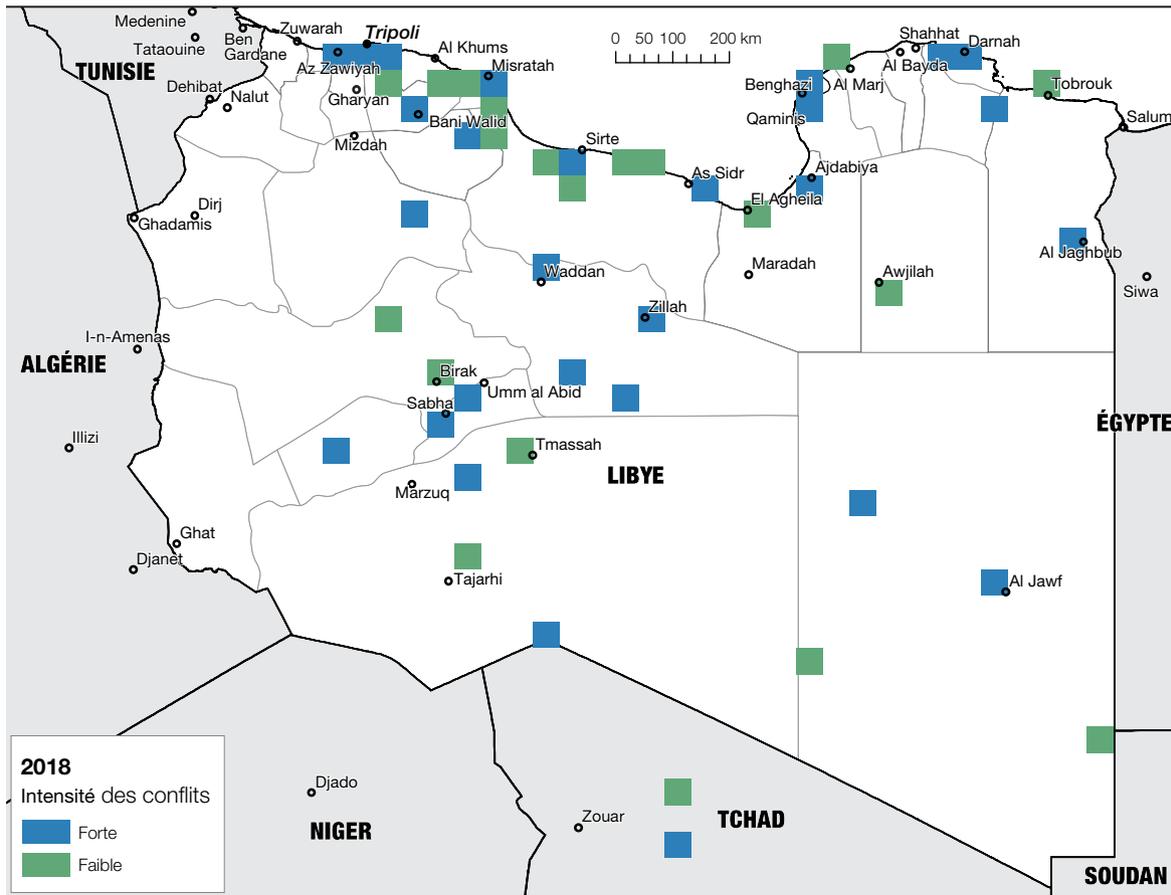
Le paramètre IC a une valeur minimale de 0 (qui correspond à l'absence d'événement violent

dans la région au cours d'une année donnée) et n'a pas de valeur maximale. À mesure qu'il augmente, il reflète une intensité croissante d'événements dans la région. En raison de l'étendue de la zone étudiée et de la taille relativement petite du maillage retenu, la plupart des régions enregistrent un score IC égal à 0 une année donnée.

Il est également possible de caractériser l'intensité des conflits selon qu'elle est plus élevée ou plus basse que prévu. Pour ce faire, une valeur limite doit être fixée pour servir de seuil. C'est ce qui a été fait en calculant en premier lieu le score IC pour chaque région et chaque année entre 1997 et 2016 (20 ans), puis en déterminant le score IC moyen (en excluant les zéros) sur cette période. Une moyenne générationnelle de l'indice qui correspond à la moyenne de la densité des conflits sur 20 ans est obtenue. Entre 1997 et 2016, cette moyenne générationnelle était

Carte 4.9

Intensité des conflits en Libye, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

de 0.0017 épisode par kilomètre carré. Aussi, une région est considérée comme à forte intensité de violence si son score dépasse la moyenne générationnelle, et à faible intensité dans le cas contraire. Dans chacune des cellules de 50 km sur 50 km créées pour analyser la violence, le seuil à partir duquel une région est considérée comme à faible intensité de violence est de 4 événements (4 événements par 2 500 km² = 0.0016, soit un niveau inférieur au seuil de 0.0017).

Les régions qui connaissent une violence intense sont plus nombreuses

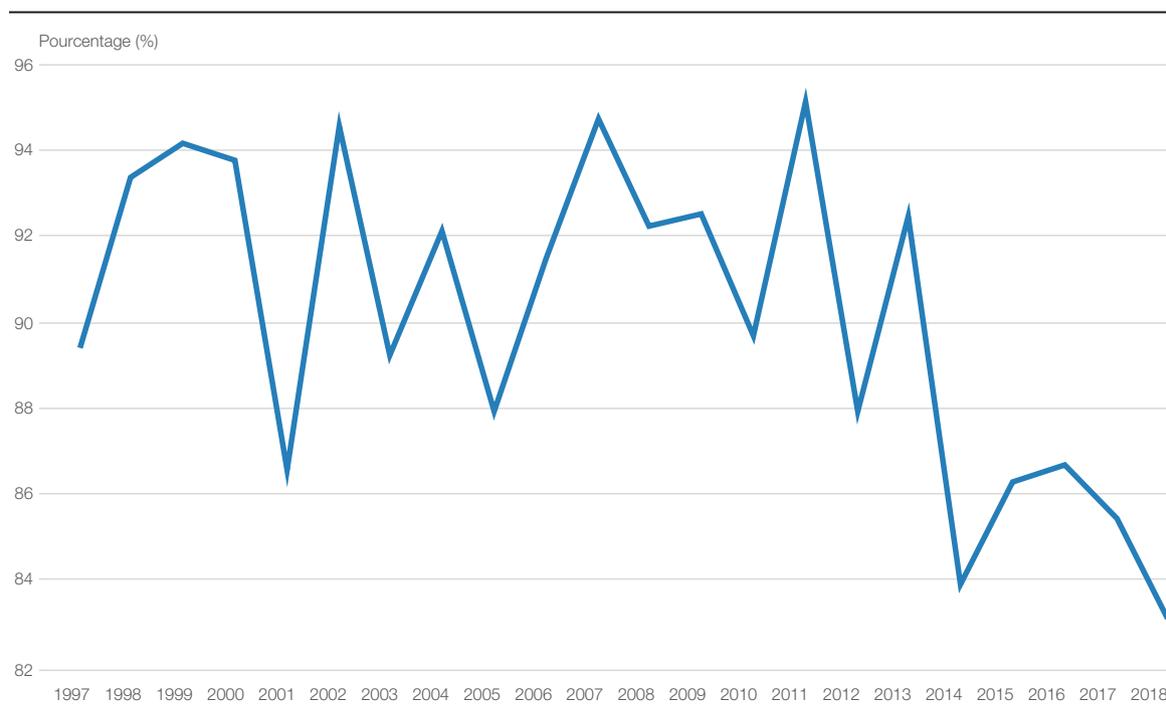
L'application du paramètre IC à chaque cellule du quadrillage pour chaque année montre comment la géographie des conflits évolue dans la région (Carte 4.5 et Carte 4.6). Par exemple, en 1997, la plupart des actes de violence sont localisés en Sierra Leone, avec de petites poches le long

des côtes algériennes et nigérianes. Toutefois, en 2018, la violence s'est déplacée et aggravée, les zones où se concentre une violence extrême se trouvant au Burkina Faso, au Cameroun, en Libye, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Tchad,

Non seulement la violence s'est déplacée au fil du temps, mais le nombre de régions affectées par la violence est multiplié par 5 : en 1997, 85 cellules enregistrent 2 événements violents ou plus, chiffre qui passe à 433 en 2018. Cela représente une hausse légèrement supérieure à 500 % du nombre total de cellules enregistrant de la violence. Cette augmentation est cohérente lors de l'examen des régions à forte et à faible intensités. La proportion de régions qui enregistrent une forte ou une faible intensité de violence est restée comparable entre les deux années (59 % des cellules affichaient une forte intensité de violence en 1997, 55 % en 2018).

Graphique 4.5

Pourcentage des cellules où les violences sont concentrées, 1997-2018



Note : L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. Le graphique montre la proportion des cellules dans lesquelles les événements violents enregistrés entre 1997 et 2018 sont plus concentrés que s'ils étaient répartis de manière aléatoire.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

La violence se propage aux régions adjacentes

La proximité des régions à faible ou forte intensité de violence constitue un autre sujet de préoccupation. Par exemple, en 1997, 40 % seulement (14 sur 35) des cellules à faible intensité de violence étaient contiguës à une cellule à forte intensité. En 2018, c'était le cas de 68 % des cellules à faible intensité (132 sur 193). Cela signifie que la violence localisée dans une cellule à forte intensité est désormais plus susceptible de se propager aux cellules voisines.

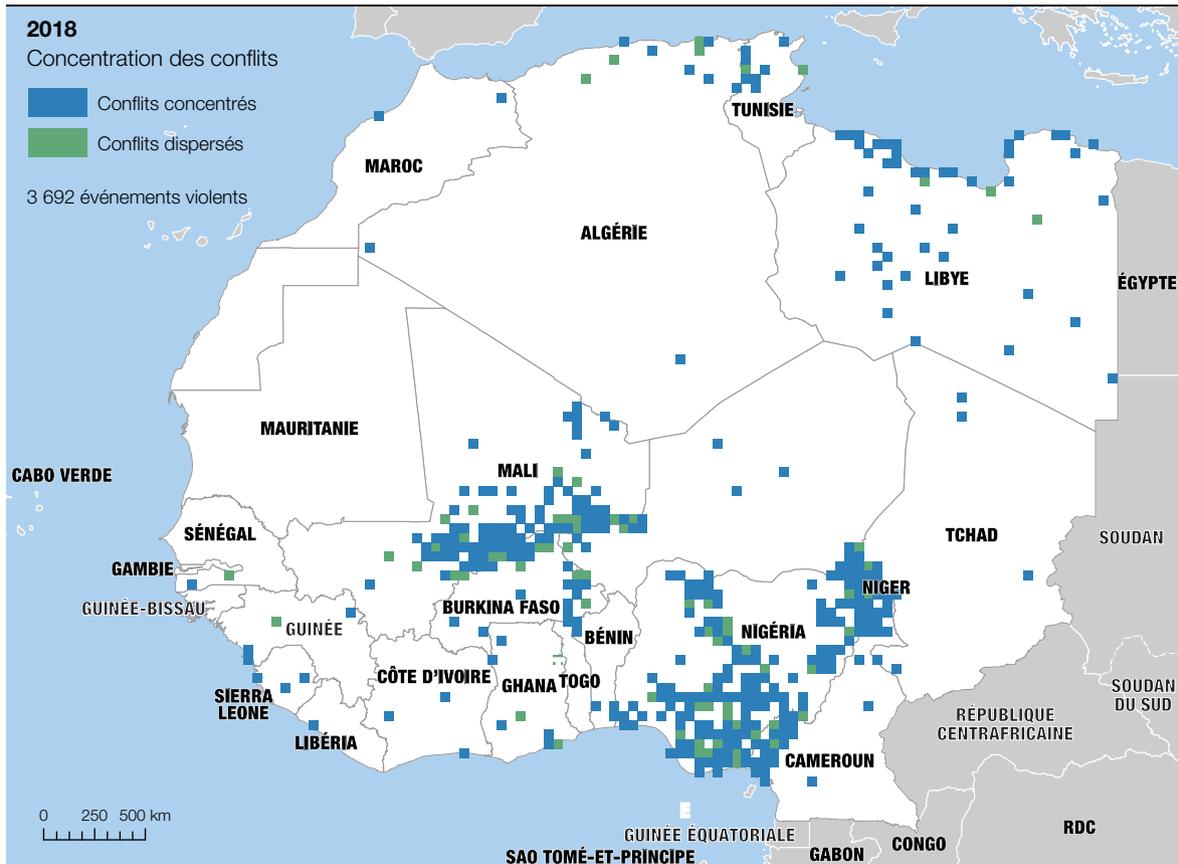
Ce constat est troublant compte tenu de l'emplacement des foyers de conflits frontaliers. Ainsi, plusieurs cellules à forte intensité de violence sont entourées de cellules à faible intensité

le long des frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger ([Carte 4.7](#)). Cela illustre le risque que des régions à faible intensité deviennent des passerelles de propagation de la violence à de nouvelles zones, mais aussi à de nouveaux pays. Le phénomène est également visible dans la région du lac Tchad et le long de la frontière sud entre le Cameroun et le Nigéria ([Carte 4.8](#)).

La diffusion des conflits dans les zones rurales et les pays voisins observée au Sahel central contraste avec la situation en Libye, où les régions à faible et à forte intensité de violence se concentrent dans les villes. Les cellules à faible intensité qui y existent correspondent aux zones périurbaines et, dans une moindre mesure, aux voies de transport qui relient les centres urbains ([Carte 4.9](#)).

Carte 4.10

Degré de concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Note : L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. La carte indique si les événements violents ont tendance à être concentrés ou dispersés au sein de chacune de ces cellules.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

LA VIOLENCE POLITIQUE EST ESSENTIELLEMENT LOCALE MAIS DEVIENT PLUS DISPERSÉE

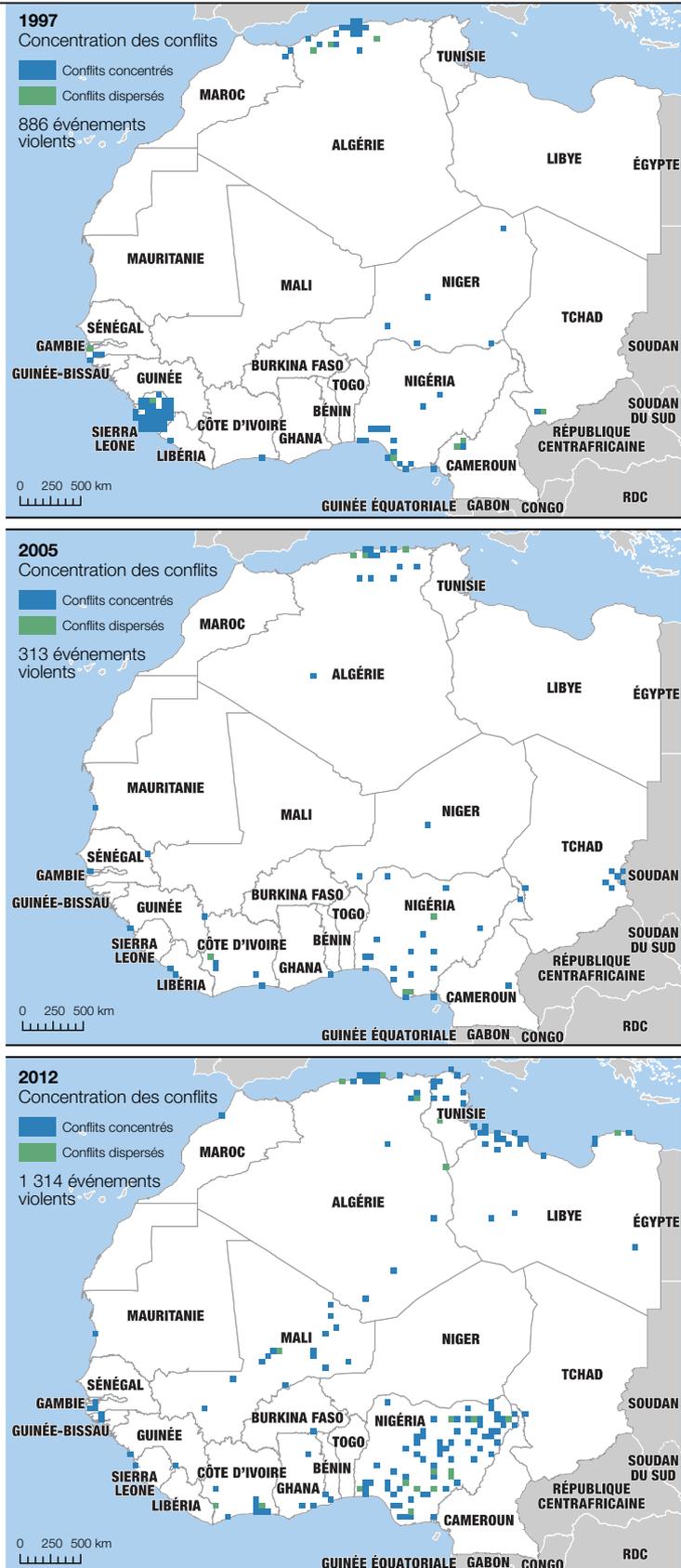
En Afrique du Nord et de l'Ouest, comme ailleurs dans le monde, la violence politique tend à se concentrer, ce qui signifie que les actes de violence ont fréquemment lieu à proximité les uns des autres. Cette spécificité illustre le fait que la violence politique est utilisée pour prendre ou conserver le contrôle de régions et de territoires. Ainsi, un territoire contesté aura plus de risques d'être le théâtre d'actes de violence répétés, ce qu'illustre la présence de groupes de cellules adjacentes à forte intensité de violence. Il importe d'analyser dans quelle mesure les conflits se diffusent dans le temps et l'espace et d'intégrer une autre dimension spatiale.

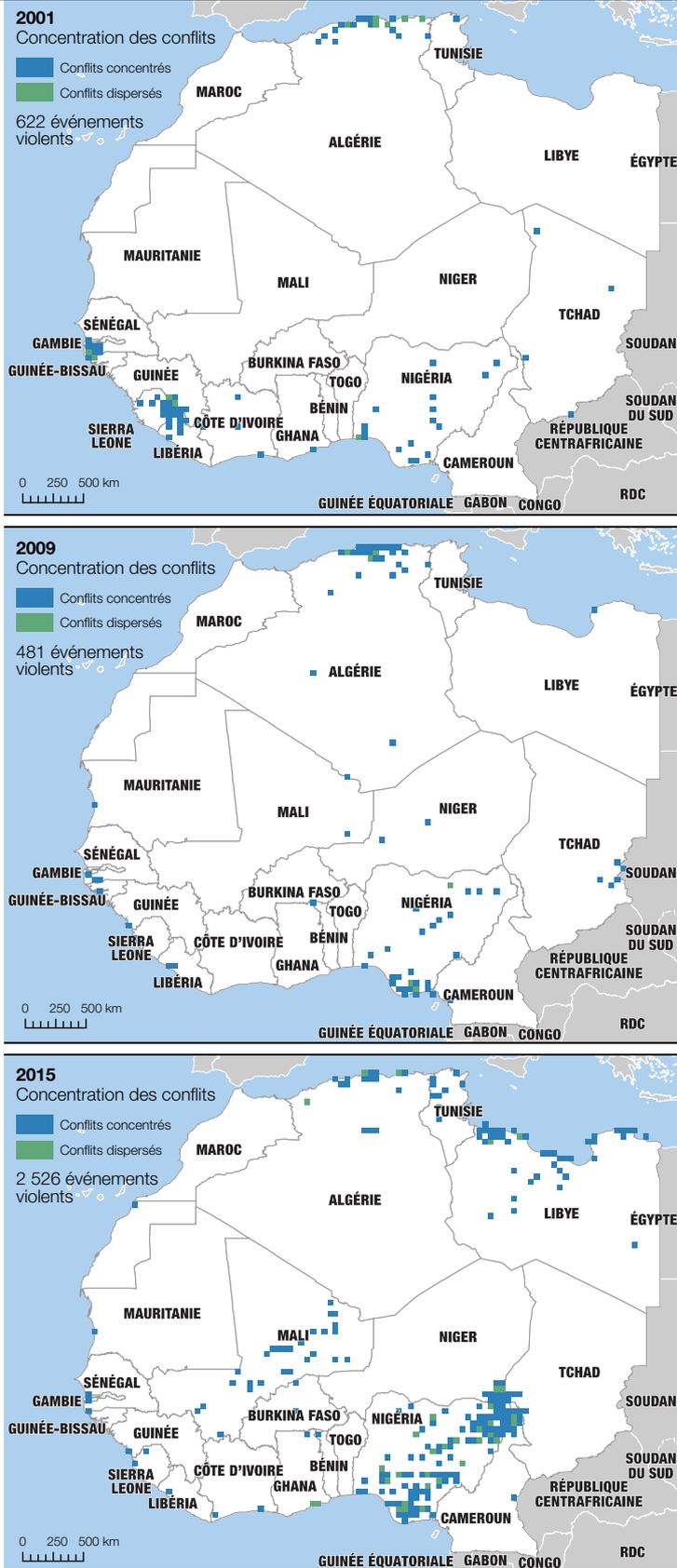
Mesurer la concentration des violences

Le deuxième paramètre du SCDi utilisé permet de déterminer la répartition des localisations des conflits les uns par rapport aux autres au sein d'une cellule donnée. Il s'agit de la *Concentration des conflits* (CC), qui se calcule en divisant la distance moyenne observée entre les événements violents dans une région donnée au cours d'une année par la distance moyenne obtenue si les conflits étaient répartis aléatoirement dans cette même cellule ([Chapitre 3](#)). La concentration des conflits évalue la localisation globale des violences au sein d'une région donnée, mais n'est pas une mesure d'intensité des conflits dans cette région. La *concentration des conflits* n'est ici calculée

Carte 4.11

Degré de concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015

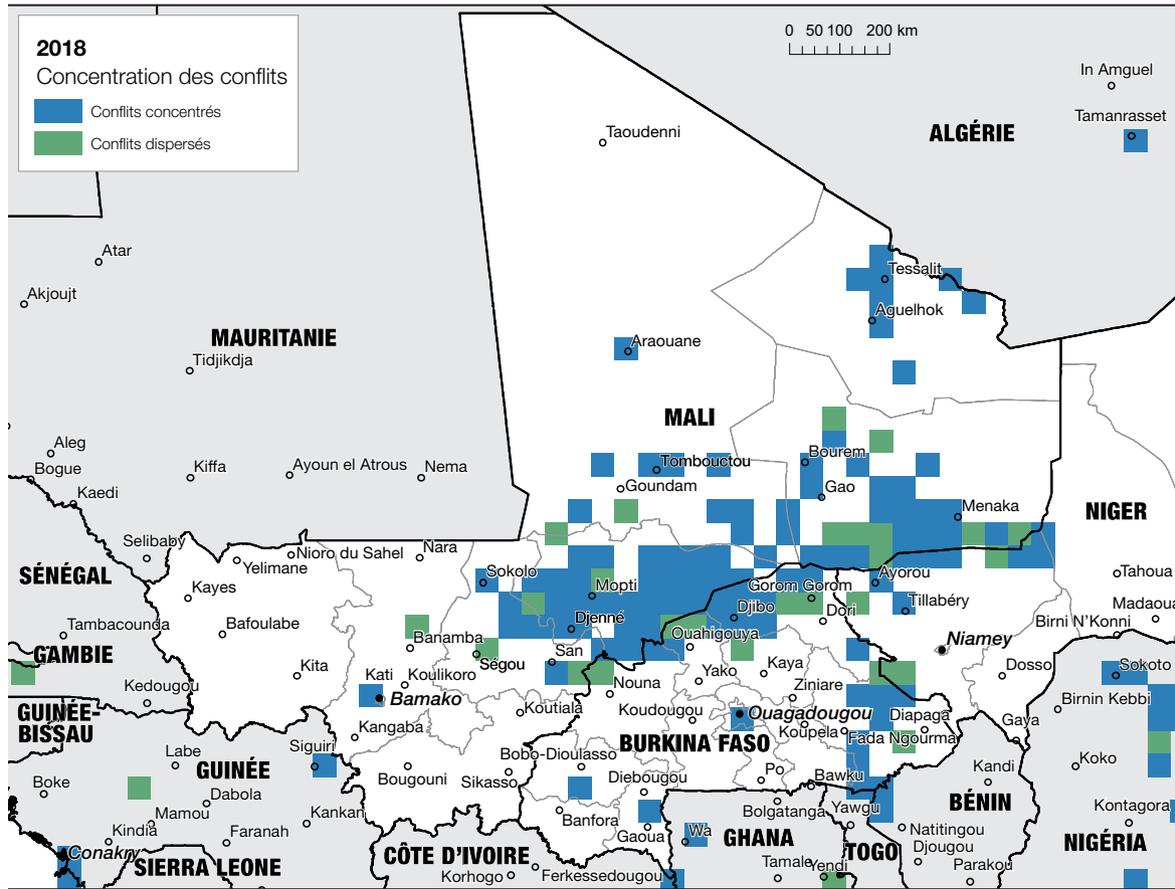




Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.12

Degré de concentration des conflits au Mali et dans les pays voisins, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

que pour les cellules dans lesquelles le nombre d'événements violents est supérieur ou égal à 2 au cours d'une année donnée. Les cellules qui ont enregistré un seul événement violent ne sont pas prises en compte car il n'est alors pas possible de calculer la distance observée et escomptée entre les événements.

Lorsque le nombre d'événements violents est supérieur ou égal à 2, la mesure de la concentration des conflits a une valeur minimale de 0 et n'a pas de valeur maximale théorique. Un score de 0 représenterait une série d'événements survenant exactement au même endroit, et témoignerait ainsi d'un regroupement géographique extrême des événements violents dans une région. Un score égal à 1 indiquerait une répartition aléatoire des événements violents, où certains seraient éloignés les uns des autres, et d'autres plus proches, ce qui ne permettrait guère de déduire

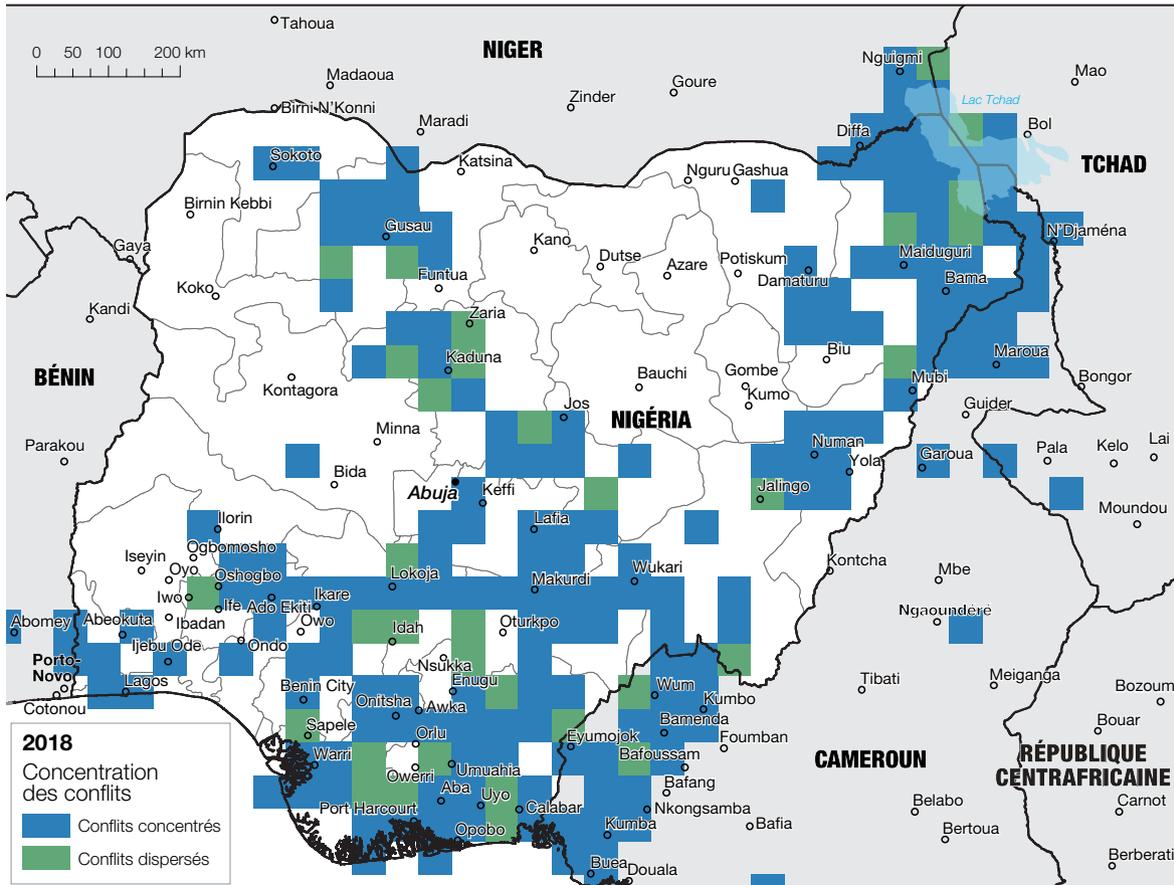
une tendance globale en matière de localisation. Un score supérieur à 1 témoignerait de la dispersion relative des événements violents à l'échelle de la région : ces événements seraient plus éloignés que si leur emplacement était dû au hasard. En d'autres termes, il est considéré que les scores CC inférieurs à 1 dans une région indiquent une concentration des événements, et que les scores CC supérieurs à 1 indiquent une dispersion.

Dans la plupart des régions, les actes de violence sont concentrés

Entre 1997 et 2016, le pourcentage moyen de cellules dans lesquelles les événements violents sont concentrés ($CC < 1$) frôle les 91 %. Ainsi, au sein de la plupart des cellules, les conflits sont majoritairement localisés et les actes de violence se déroulent plus fréquemment à proximité les

Carte 4.13

Degré de concentration des conflits au Nigéria, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

uns des autres. Effet secondaire de cette distribution, les diverses répercussions négatives de la violence touchent de manière répétée les mêmes lieux.

Ces dernières années, le pourcentage des régions affichant un regroupement des violences a diminué, passant de 95 % en 2011 à 82 % en 2018 (Graphique 4.5) ce qui indique peut-être que les actes de violence deviennent légèrement plus dispersés. Cette évolution est la conséquence probable d'un changement de tactique des parties en conflit, notamment de la forte hausse du nombre des attaques contre les civils, qui a une plus faible probabilité de se reproduire de manière répétée aux mêmes endroits.

Les violences sont aujourd'hui plus dispersées

Les régions qui connaissent des violences dispersées sont une source particulière d'inquiétude. Ces régions peuvent témoigner de la propagation d'un conflit dans une nouvelle zone à partir d'une région limitrophe. Des violences dispersées peuvent également, à l'inverse, être le signe de l'affaiblissement d'un conflit, ou de la domination de l'une des parties dans une région, du fait de la diminution du nombre d'événements violents dans les régions voisines. En d'autres termes, des violences très dispersées peuvent permettre de repérer des régions en cours de transition, dans un sens ou dans l'autre.

Il est inquiétant de constater que le pourcentage des cellules enregistrant des événements violents dispersés ($CC > 1$) avoisinait les 17 %

en 2018, soit le pourcentage le plus élevé des 23 années couvertes par l'étude. Ce pourcentage est supérieur de 7 % aux valeurs de référence enregistrées entre 1997 et 2016 et pourrait témoigner de l'émergence de nouvelles sources de conflits s'inscrivant dans une géographie des conflits déjà très localisée. Si cette interprétation est avérée, elle signifie que davantage de lieux sont exposés aux effets de la violence, ce qui alimente un cycle inquiétant dans la géographie des conflits régionale.

Les localisations relatives des cellules connaissant des violences concentrées ou dispersées ont également évolué au fil du temps. Ainsi, la totalité des principales zones de conflit

([Carte 4.10](#)) au sein de la région prise en compte par l'étude comportait en 2018 des cellules affichant un regroupement des violences. Les violences dispersées sont devenues peu à peu essentiellement associées à l'ensemble des différentes zones de conflit au Nigéria (delta du Niger, Middle Belt et lac Tchad) ([Carte 4.11](#)).

Comme le montre la précédente analyse de l'intensité des conflits, les cellules qui enregistrent des actes de violence dispersés en 2018 sont pour la plupart situées au Mali et au Burkina Faso ([Carte 4.12](#)) et au Nigéria ([Carte 4.13](#)). À l'inverse, le conflit en Libye concerne essentiellement trois régions dans lesquelles les violences sont concentrées ([Carte 4.14](#)).

ÉVOLUTION DE L'INTENSITÉ ET DE LA CONCENTRATION DES CONFLITS

Dans l'ensemble de la région, la multitude des belligérants, la divergence de leurs stratégies politiques et l'approche des problèmes transnationaux tendent à obscurcir la géographie des conflits. Alors que la violence augmente, il est difficile de déterminer si les organisations violentes intensifient leurs efforts dans certaines localités en particulier, répandant l'insécurité dans un nombre croissant de régions, ou si elles se redéplient dans d'autres régions sous la pression de forces gouvernementales. Afin de répondre à ces questions fondamentales, le SCDi analyse l'évolution de l'intensité spatiale et du degré de concentration des conflits depuis 1997.

Quatre types de conflit

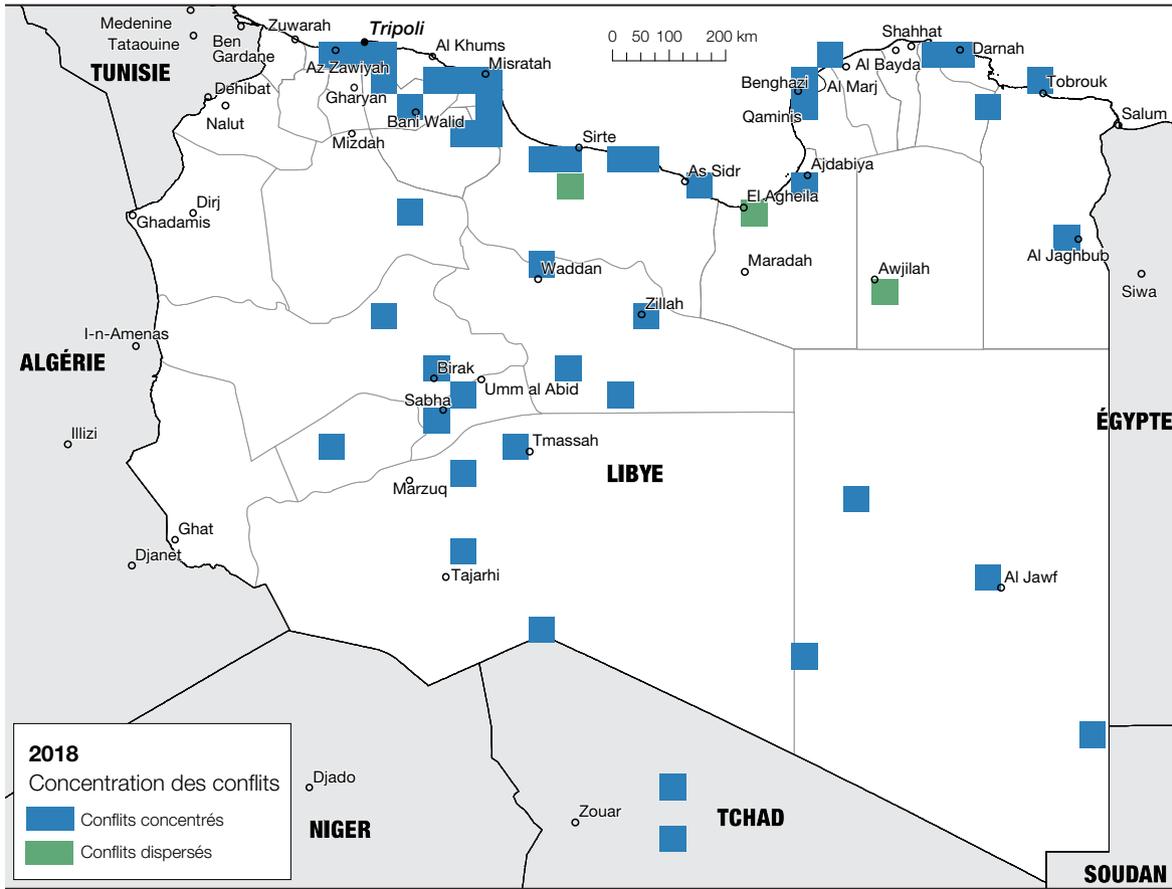
Le SCDi met en évidence quatre types de conflit en fonction du niveau de concentration des événements violents et de leur densité ([Graphique 4.6](#)).

- Le premier type s'applique à toutes les régions où l'intensité des violences est supérieure à la moyenne et où la distribution des événements violents est concentrée, situation qui suggère une intensification de la violence locale.
- Le deuxième type correspond à un conflit caractérisé par une densité supérieure à la moyenne et une distribution dispersée des événements violents, témoignant de l'accélération de la violence.

- Le troisième type s'applique aux régions où les événements violents sont moins nombreux et où la plupart d'entre eux se déroulent à proximité les uns des autres, ce qui peut indiquer une diminution du nombre de groupes violents.
- Le quatrième type, qui associe une densité spatiale des violences inférieure à la moyenne et une répartition dispersée des événements violents, témoigne de l'enlisement d'un conflit. Cette situation peut être révélatrice d'une région dans laquelle les belligérants sont extrêmement mobiles ou ne risquent guère de se heurter à une opposition tenace sur un territoire donné.

Les régions dans lesquelles les conflits s'intensifient au niveau local (type 1) sont souvent au cœur de vastes foyers de violences, comme dans le centre du Mali, le nord du Burkina Faso, autour du lac Tchad, dans la Middle Belt et le delta du Niger au Nigéria, et en Libye ([Carte 4.15](#)). Les régions qui connaissent une accélération des conflits (type 2) sont situées dans le delta intérieur du Niger au Mali, dans le sud du Nigéria, dans le Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, et dans la région frontalière entre le Cameroun et le Nigéria. Les régions où le regroupement et la faible intensité spatiale des violences politiques (type 3) témoignent probablement d'un affaiblissement des conflits se trouvent souvent à la périphérie de zones de conflits plus intenses,

Carte 4.14
Concentration des conflits en Libye, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

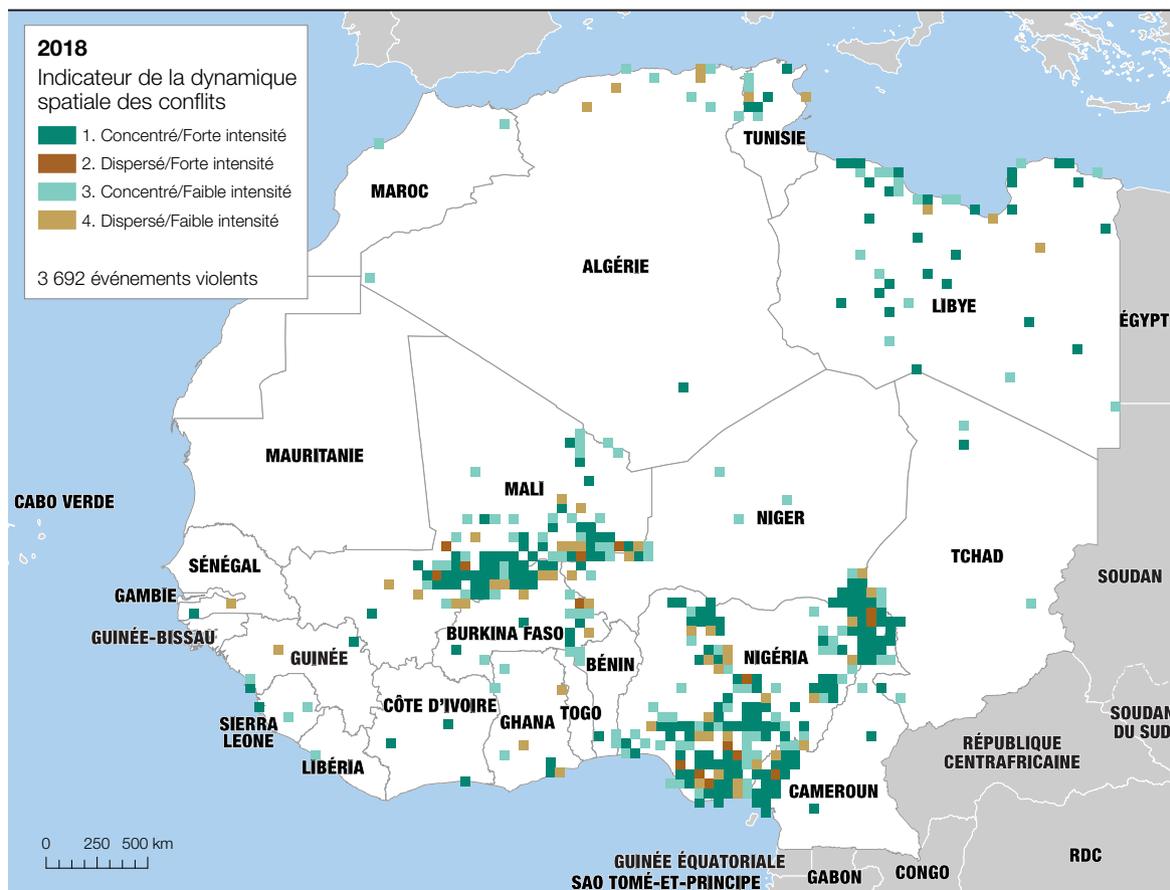
Graphique 4.6
Quatre types de conflit

	Forte intensité d'événements violents	Faible intensité d'événements violents
Événements concentrés	(1) Le conflit s'intensifie localement	(3) Le conflit diminue
Événements dispersés	(2) Le conflit accélère	(4) Le conflit s'enlise

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.15

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

par exemple aux abords des grandes villes en Libye. De même, les régions dans lesquelles les violences sont dispersées et à faible intensité spatiale (type 4) sont situées à la périphérie des principales zones de conflit ou dans des pays où les événements violents sont moins nombreux, comme le Ghana, la Guinée ou l'Algérie.

Les conflits sont plus nombreux à s'intensifier localement qu'auparavant

La nature des conflits a profondément changé ces 20 dernières années. Si au cours de la première décennie, l'intensité et le niveau de concentration de la violence politique n'ont que peu évolué, ces dix dernières années sont marquées par une forte augmentation de tous les types de conflit (Graphique 4.7).

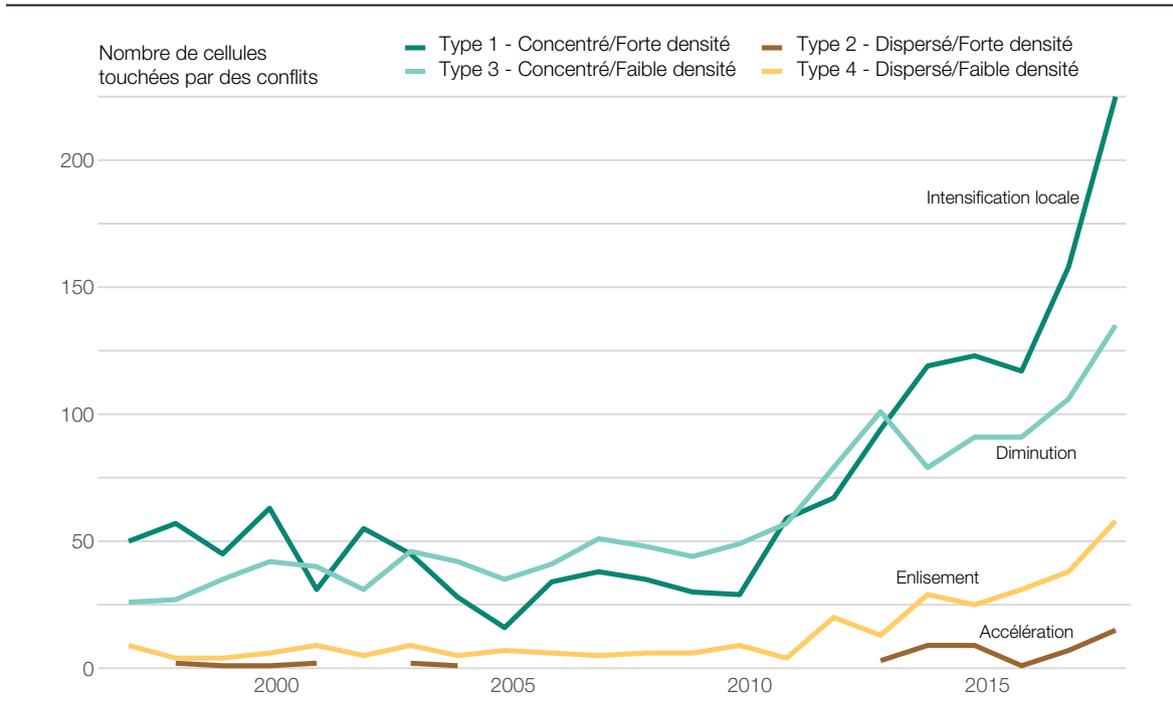
- Le nombre des régions qui enregistrent une intensification locale de la violence (type 1)

a augmenté beaucoup plus rapidement que pour les autres types de conflit. Ces conflits, caractérisés par des actes de violence concentrés et présentant une forte intensité, sont les plus répandus dans la région. Si ce type de violence a de tout temps été le plus représenté en Afrique du Nord et de l'Ouest (Graphique 4.8), sa proportion ne cesse de croître depuis le milieu des années 2000, de 38 % en 2008 à plus de la moitié des conflits dix ans plus tard.

- Les régions dans lesquelles les conflits s'accroissent (type 2), et qui sont caractérisées par une forte intensité d'événements dispersés, sont relativement rares dans la région. Ce type de conflit ne concerne que 3 % des cellules, une proportion globalement stable depuis 20 ans. Le Graphique 4.8 montre plusieurs discontinuités témoignant de l'absence de cellules alliant événements

Graphique 4.7

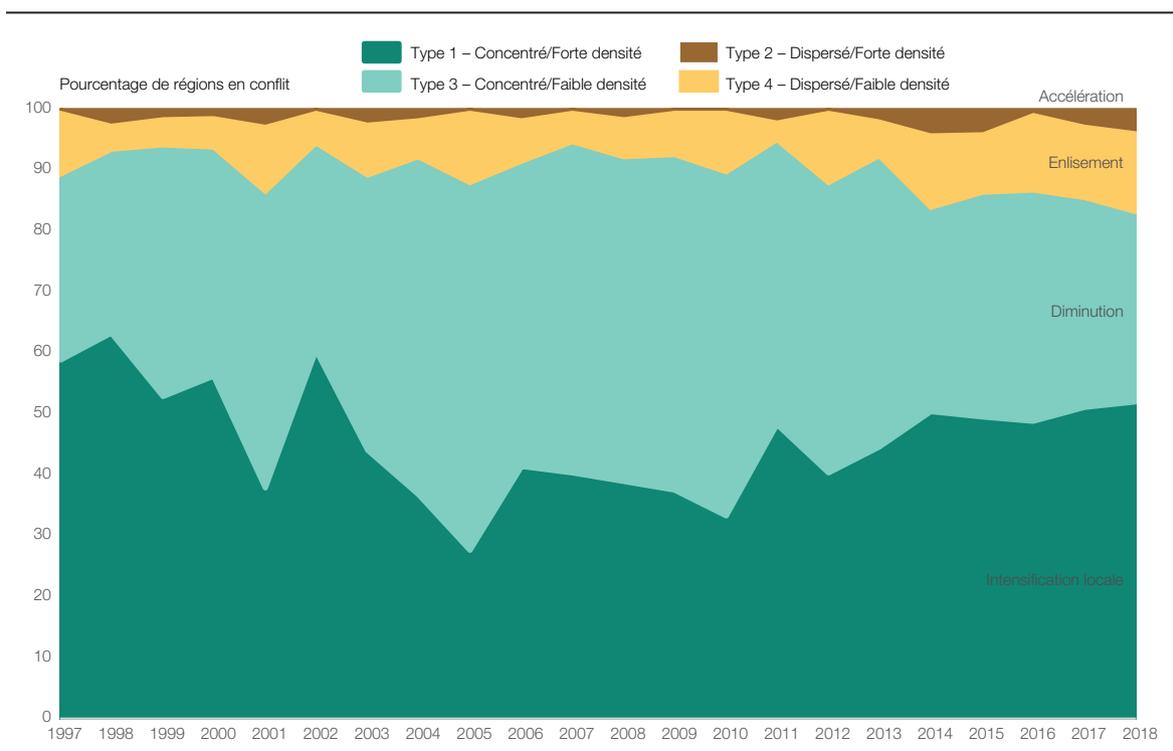
Nombre de conflits par type, 1997-2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.8

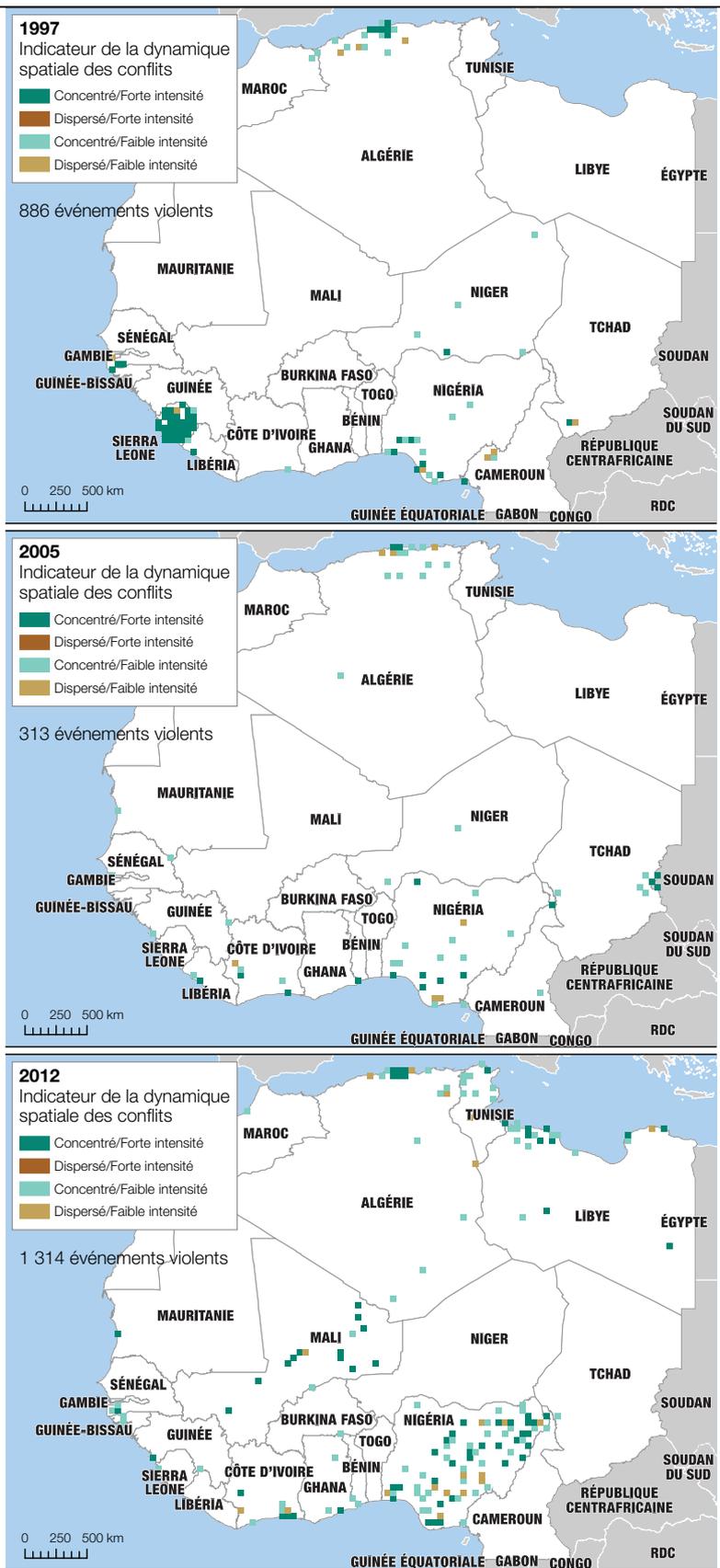
Proportion des régions en proie à un conflit, par type, 1997-2018

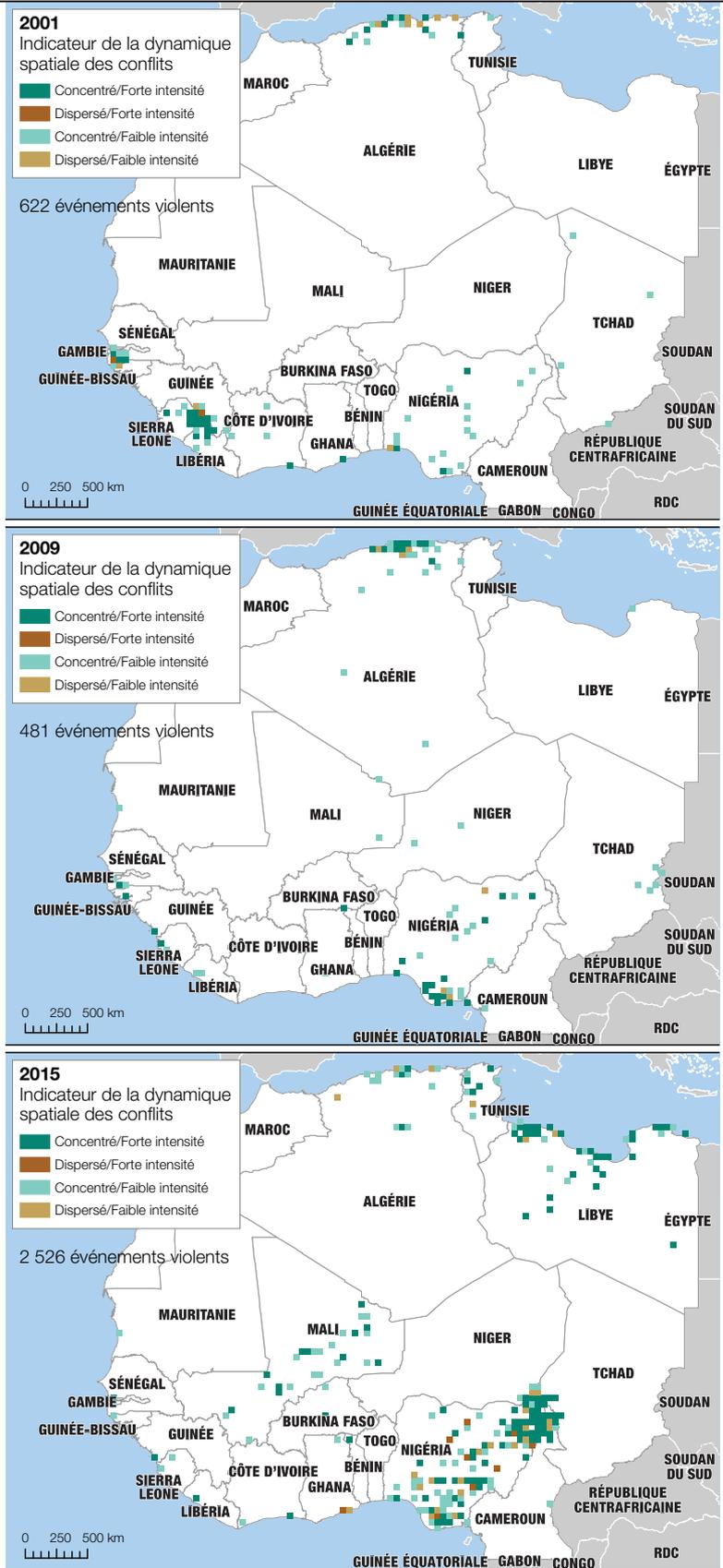


Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.16

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015





violents dispersés et intensité élevée, d'où il ressort que l'accélération des conflits semble être un phénomène relativement rare dans la région.

- Le nombre des régions dans lesquelles les violences politiques sont à la fois concentrées et de faible intensité (type 3) est en forte hausse depuis 2010. Ce type de violence concerne un tiers (31 %) des cellules de la région. Ces cellules sont moins représentées qu'au milieu des années 2000, où elles comptent pour la moitié des conflits.
- Les régions confrontées à des conflits prolongés dus à des événements violents dispersés et de faible intensité spatiale (type 4) sont également rares. Elles ne représentent que 13 % des cellules, un pourcentage qui a doublé au cours des dix dernières années.

L'évolution de la géographie des violences politiques

L'étude de l'indicateur confirme que la violence politique a connu des transformations majeures ces 20 dernières années (Carte 4.16). À la fin des années 90 et au début des années 2000, la plupart des conflits sont très localisés et extrêmement violents, à l'image des guerres civiles en Algérie, au Libéria et en Sierra Leone. Un certain nombre de conflits localisés et modérément violents touchent également le sud du Nigéria et sa Middle Belt au cours de la même période. Au milieu des années 2000, la majorité des conflits cessent ou diminuent fortement, à l'exception de la guerre civile en Côte d'Ivoire, qui apparaît sur la carte sous la forme d'un ensemble de conflits concentrés. L'essor d'organisations extrémistes violentes est clairement visible dès le début des années 2010, avec l'émergence de conflits concentrés et violents dans un nombre croissant de régions, à savoir la Libye, le nord du Mali et le nord du Nigéria.

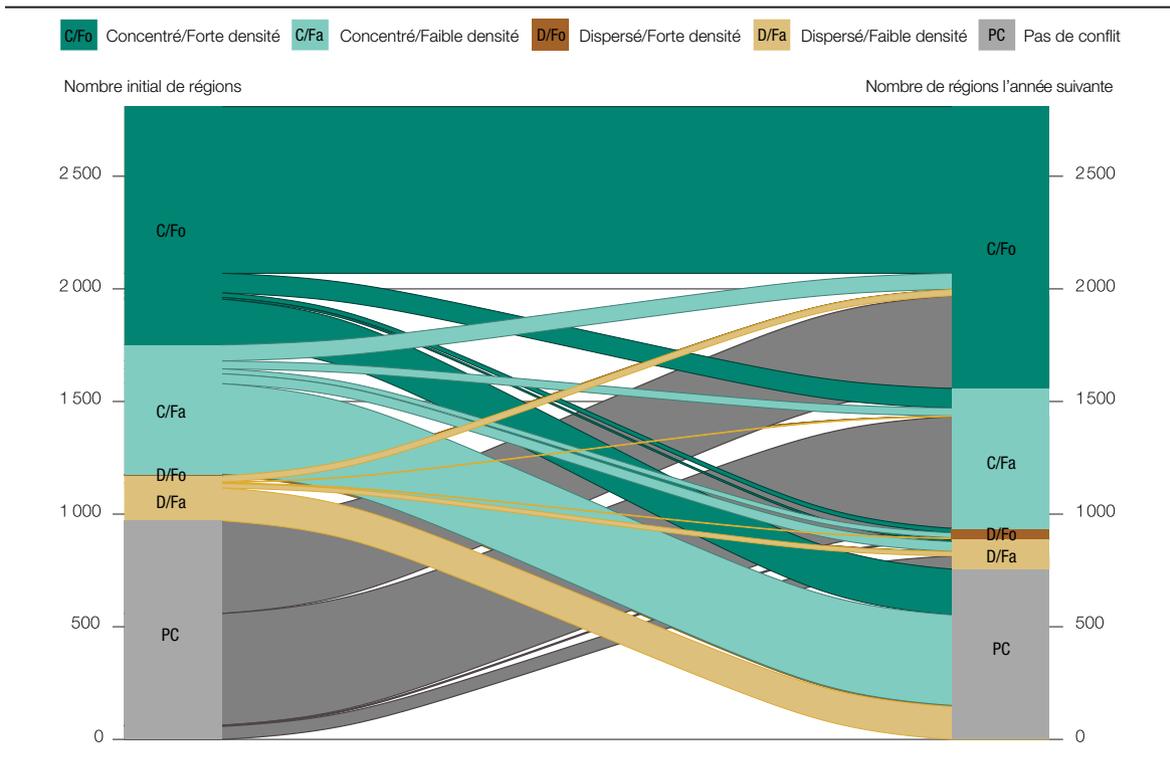
Une étape supplémentaire est nécessaire pour comprendre l'évolution des scores du SCDi au fil du temps. Au cours d'une année donnée, chaque région se voit attribuer un score SCDi si elle a connu au moins deux événements violents. Les régions ne comptabilisant aucun ou un seul événement violent ne sont pas prises en compte. Cette démarche est appliquée à chaque cellule

pour chaque année, ce qui permet d'évaluer les transitions d'une catégorie à l'autre au fil du temps. Par exemple, des événements violents dans une région peuvent avoir un score *concentré/forte intensité* en 2003, *concentré/faible intensité* en 2004, et aucun score en 2005. L'étude de ces changements permet de saisir la transformation de la géographie des conflits au fil du temps. Le [Graphique 4.9](#) illustre la façon dont le SCDi peut passer d'une catégorie à l'autre entre deux années.

- **Les espaces dans lesquels les violences sont à la fois concentrées et spatialement denses (type 1) n'évoluent généralement pas.** Le plus souvent (dans 70 % des cas), elles restent dans la même catégorie d'une année sur l'autre. Ce statu quo indique qu'un conflit localisé se poursuit généralement pendant de nombreuses années, ce qui se produit fréquemment dans les diverses zones de conflit au Nigéria, par exemple. Toutefois, la deuxième issue la plus fréquente pour ce type de région est de ne connaître aucun conflit l'année suivante (19 %), ce qui signifie que même des conflits localisés denses peuvent prendre subitement fin. La dernière évolution significative est le passage dans la catégorie des régions connaissant des violences concentrées et peu denses (8 %), ce qui est interprété comme une phase de transition vers une désescalade du conflit. Ainsi, nombre de grandes villes de Libye (Tripoli, Benghazi, Misratah, Al Khums) continuent d'afficher un nombre d'événements violents supérieur à la moyenne d'une année sur l'autre. Entre 2017 et 2018, ces événements au sein de ces zones de conflit sont restés concentrés à l'intérieur du périmètre des villes et ne se sont pas dispersés dans les zones rurales.
- **Les régions dans lesquelles les violences sont concentrées mais peu denses spatialement (type 3) connaissent généralement une évolution positive,** dont la plus courante est l'absence de conflit au cours de l'année suivante (70 % des cas) ou la transition vers le statut de région à violences concentrées et spatialement denses (12 %). Cette trajectoire tend à montrer que les régions connaissant des événements violents concentrés et peu denses sont dans une phase de transition et que le

Graphique 4.9

Évolutions annuelles de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi)



Note : Ce graphique permet de visualiser le nombre de cellules dans lesquelles les conflits ont changé de forme d'une année sur l'autre entre 1997 et 2019. Chaque cellule est classée en fonction de l'intensité et de la distribution spatiale des événements violents. Le graphique ne prend pas en compte les cellules qui n'ont jamais reçu de score SCDi au cours de la période sur laquelle porte l'étude.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

maintien dans cette catégorie d'une année sur l'autre est peu probable (6 % des cas). Ainsi, plusieurs régions en proie à un conflit dans les États de Yobe et de Gombe au nord-est du Nigéria sont passées de la catégorie *concentré/faible intensité* en 2017 à celle des régions sans conflit l'année suivante.

- **Les régions dans lesquelles les violences sont dispersées et peu denses spatialement (type 2) connaissent elles aussi en général une amélioration.** Il s'agit des régions les moins nombreuses de l'étude, un signe positif, en ce qu'elles peuvent représenter à la fois une intensification et une dispersion d'un conflit. L'issue la plus courante pour ce type de région est de ne recevoir aucun score l'année suivante (71 %), ce qui met en lumière leur instabilité. Les autres évolutions les plus courantes sont soit le statu quo, soit la transition vers le statut *concentré/forte intensité* (14 % pour

chacun de ces cas). Ainsi, la région de Biu, dans l'État de Borno au Nigéria, est passée de la catégorie des régions connaissant des violences dispersées mais spatialement denses à celle des régions sans conflit entre 2017 et 2018. Des exemples similaires sont observés au cours de cette même période dans les régions rurales des États de Benue et d'Edo au Nigéria, ainsi qu'au Tchad autour de Moundou, dans le Logone occidental.

- **Il est probable que les régions caractérisées par des violences à la fois dispersées et peu denses spatialement (type 4) retrouvent une trajectoire positive.** À l'instar des régions connaissant des événements violents concentrés et peu denses, et des régions où les violences sont dispersées et spatialement denses, elles ne reçoivent en général aucun score l'année suivante (73 %). Dans 14 % des cas, ces régions passent dans la catégorie *concentré/forte intensité* ;

10 % d'entre elles n'évoluent pas. Le Nigéria (États de Bayelsa, de Benue, de Borno, d'Edo et d'Imo), le Mali (région de Tombouctou) et la Libye (près de Benghazi) montrent de nombreux exemples de zones en proie à des conflits dispersés et de faible intensité spatiale en 2017, devenues des régions sans conflit en 2018.

- **Les régions qui ne sont pas touchées par des conflits restent en général pacifiques. Lorsqu'un changement survient, il prend le plus souvent la forme de violences concentrées et peu denses spatialement (type 3).** La plupart des régions n'ont connu aucun conflit au cours de la période étudiée. Toutefois, le cas des régions auparavant sans score SCDi et qui ont changé de catégorie est préoccupant car leur évolution témoigne de la survenue

ou de la réémergence soudaine d'un conflit dans une région auparavant pacifique. Lorsqu'un conflit éclate dans une région qui auparavant n'en comptait pas, il s'agit le plus souvent d'actes de violence concentrés et peu denses (51 %). Toutefois, il est également courant que les événements violents soient immédiatement concentrés et spatialement denses (42 %). Il s'agit là de l'évolution la plus défavorable compte tenu de la persistance de la catégorie *concentré/forte intensité*. Ainsi, plusieurs zones de la partie centrale de la région de Mopti au Mali, qui n'ont connu aucun acte de violence en 2016 et en 2017, sont classées parmi les régions connaissant des actes de violence concentrés et à forte intensité spatiale en 2018. Lorsque le conflit a éclaté, il a été classé directement dans la catégorie la plus persistante.

LES CONFLITS LOCAUX AU MALI, AU NIGÉRIA ET EN LIBYE

Le Mali, le Nigéria et la Libye sont trois épicentres de la violence dans la région. L'indicateur spatial élaboré dans le cadre de cette étude révèle que la nature des conflits est très différente entre ces régions. Alors que la violence politique se propage du nord du Mali et du Nigéria vers les zones rurales, la plupart des actes de violence recensés en Libye se concentrent sur un petit nombre de points névralgiques, à la fois le long de la côte et dans le Fezzan.

La guerre civile malienne et l'insurrection au Sahel central

Le Mali a connu quatre rébellions touareg depuis son indépendance en 1960 (Bourgeot, 2012) ([Encadré 4.2](#)). La dernière en date, qui marque le début de la guerre civile malienne en janvier 2012, est principalement analysée comme la conséquence de la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et du retour des combattants touareg de Libye dans le nord du Mali (Pezard et Shurkin, 2015). D'autres facteurs expliquent le déclenchement de ce conflit, comme le désir d'autonomie de certaines communautés touareg, la marginalisation économique et politique (perçue) de ces communautés et les

rivalités internes entre tribus, chefs traditionnels et élites émergentes (Bencherif, 2019). La sécurité globale dans la région est également compromise par des décennies de trafics illicites, de criminalité et de réseaux de passeurs de drogues et de contrebande couvrant le nord du Mali depuis les années 90.

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est le principal groupe rebelle impliqué dans le conflit. Ce groupe naît en 2011 de l'alliance entre deux groupes existants, l'Alliance touareg Niger-Mali (ATNM) et le Mouvement national de l'Azawad (MNA), qui exigent que le gouvernement mette fin à la marginalisation socioéconomique du nord du pays. Leurs motivations et objectifs sont pour une large part séculaires et sociopolitiques. Après la chute de Mouammar Kadhafi en Libye (2011) et du Président Amadou Toumani Touré au Mali (2012), une alliance provisoire entre les rebelles du MNLA et des groupes affiliés à Al-Qaïda lance une offensive militaire de vaste portée contre l'armée malienne.

En quelques semaines, toutes les grandes villes du nord du Mali sont investies, y compris Tessalit et Kidal, où l'offensive a débuté, ainsi que Ménaka, Tombouctou et Gao. De nouveaux

Encadré 4.2

Les rébellions touareg au Niger et au Mali (2006-09)

La rébellion au Mali est déclenchée en 2006 par l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), un groupe rebelle dominé par Iyad Ag Ghali, Ibrahim Ag Bahanga et Hassan Ag Fagaga, issus de différentes factions de la tribu des Ifogha (Wikileaks, 2008). Leur objectif initial est de contraindre l'État malien à remédier à la marginalisation du Nord (Bencherif, 2019). Après moins d'un an d'affrontements, l'ADC et le gouvernement malien d'Amadou Toumani Touré signent un accord de paix à Alger. Ag Bahanga, insatisfait de cet accord, crée alors l'Alliance touareg Nord-Mali pour le changement (ATNMC) et mène des attaques sporadiques contre l'État entre 2007 et 2009 (Lecocq et Klute, 2013). La milice Imghad d'El Hadj Ag Gamou, un ancien rebelle touareg intégré dans l'armée malienne en tant qu'officier, vint finalement Ag Bahanga. Cet épisode contribue à attiser les tensions entre les Ifogha et les Imghad, qui resurgissent au cours de la rébellion de 2012.

Au Niger, la rébellion touareg est déclenchée par le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) à Iférouane en février 2007. La rébellion menée

par Aghali Lambo est causée par de multiples facteurs. Les chefs touareg marginalisés politiquement, voire emprisonnés dans le cas de Rhissa Ag Boula, jouent un rôle décisif dans la mobilisation de leurs communautés touareg dans la région de l'Air (Deycard, 2012 ; Guichaoua et Pellerin, 2017). Les jeunes touareg rejoignent la rébellion dans l'espoir d'obtenir de meilleurs emplois administratifs et d'améliorer leur situation économique. Certains narcotrafiquants tentent également de se positionner sur l'échiquier politique local et national (Deycard, 2007). Le MNJ se fragmente au cours du temps et ne s'allie pas aux autres mouvements ethnonationalistes du Mali (Guichaoua, 2009). La fin du conflit est facilitée par Mouammar Kadhafi, qui joue le rôle informel de médiateur (Lecocq et Klute, 2019) et verse de l'argent aux rebelles pour qu'ils renoncent au conflit armé contre l'État nigérien (Deycard, 2013). La rébellion touareg prend fin en 2009 sans signature d'accord de paix entre les groupes armés touareg.

Source : Adib Bencherif.

groupes tels que le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar al-Dine commencent à s'opposer à leurs anciens alliés touareg pour le contrôle des villes du nord du pays et des principales lignes de communication. Les groupes jihadistes exploitent les griefs des Touareg et détournent l'insurrection pour poursuivre leurs propres objectifs religieux fondamentalistes. De nombreux membres jihadistes de ces groupes avaient acquis une expérience des insurrections en Afghanistan, en Algérie, en Iraq, en Somalie, en Syrie et au Yémen. L'acteur le plus ambitieux de ces groupes armés est l'organisation jihadiste Ansar al-Dine (« Les défenseurs de la foi »). Dirigée par Ag Ghali, l'un des principaux chefs de la rébellion touareg des années 90 et de 2006, Ansar al-Dine est lié aux anciennes rébellions touareg et proche du mouvement Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du MUJAO (Lecocq et al., 2013).

En janvier 2013, une nouvelle offensive menée par les extrémistes religieux vers Mopti convaint le gouvernement malien provisoire de demander l'intervention de l'armée française, qui lance l'opération Serval. Cette opération d'une échelle sans précédent depuis la guerre d'Algérie pour l'armée française, soutenue par des troupes maliennes et tchadiennes, permet de reconquérir le nord du Mali et de détruire des bases appartenant aux mouvements AQMI, MUJAO et Ansar al-Dine à Tombouctou, Gao, Kidal et dans l'Adrar des Ifogha. En restaurant l'intégrité territoriale du Mali, l'armée française ouvre la voie au déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali).

Après l'intervention française, le MNLA devient un acteur clé de la collaboration avec d'autres forces pour combattre les groupes

jidhdistes. Des membres d'Ansar al-Dine, notamment Alghabass Ag Intalla, quittent le groupe afin de réinventer son identité et son objectif. Ils créent le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et sont affiliés à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'une des trois parties signataires de l'Accord de paix d'Alger de 2015 (Boutellis et Zahar, 2017). Les membres restés fidèles à Ansar al-Dine dirigé par Iyad Ag Ghali deviennent de plus en plus radicaux pendant le conflit malien et leur confrontation avec les forces militaires (Bencherif et Campana, 2017). Ils unissent leurs forces au sein du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une coalition jihadiste regroupant Ansar al-Dine, Al-Mourabitoun, la branche saharienne d'AQMI et le Front de libération du Macina en mars 2015 (Joscelyn, 2017).

À la mi-2014, les forces militaires françaises lancent l'opération Barkhane pour combattre les groupes terroristes (Griffin, 2016) alors qu'une solution politique au conflit au Mali reste hors de portée. Six ans après la reconquête du nord du Mali, l'insécurité provoquée par les rivalités entre d'anciens rebelles, des extrémistes religieux et des factions de la force internationale de maintien de la paix demeure préoccupante. Malgré le succès initial de l'opération militaire Serval, les forces maliennes, africaines et internationales présentes au Mali sont régulièrement la cible d'attaques de groupes extrémistes violents affiliés au GSIM ou à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).

Pendant le conflit, les élites politiques à Bamako ont recouru à diverses stratégies pour contrôler les insurgés, oscillant entre la carotte et le bâton face aux groupes armés. Une stratégie populaire a consisté à impliquer des milices issues d'autres communautés pour nourrir la contre-insurrection. Les milices Ganda Izo et Ganda Koy, principalement composées de Songhaï, de Peul et de Bella, ont été mobilisées à cette fin. Comme les Français avant eux, les dirigeants maliens ont également instrumentalisé les milices touareg, telles que le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), du général El Hadj Ag Gamou, pour vaincre les groupes rebelles (Grémont, 2010). Toutefois, ces groupes ont tendance à être autonomes et à défendre leurs propres intérêts plutôt que ceux de l'État malien. Leur rôle en tant que forces

paramilitaires augmente le recours à la violence et conduit à des rivalités internes parmi les Touareg, par exemple entre la milice imghad d'Ag Gamou et la tribu des Ifogha représentée au sein du HCUA.

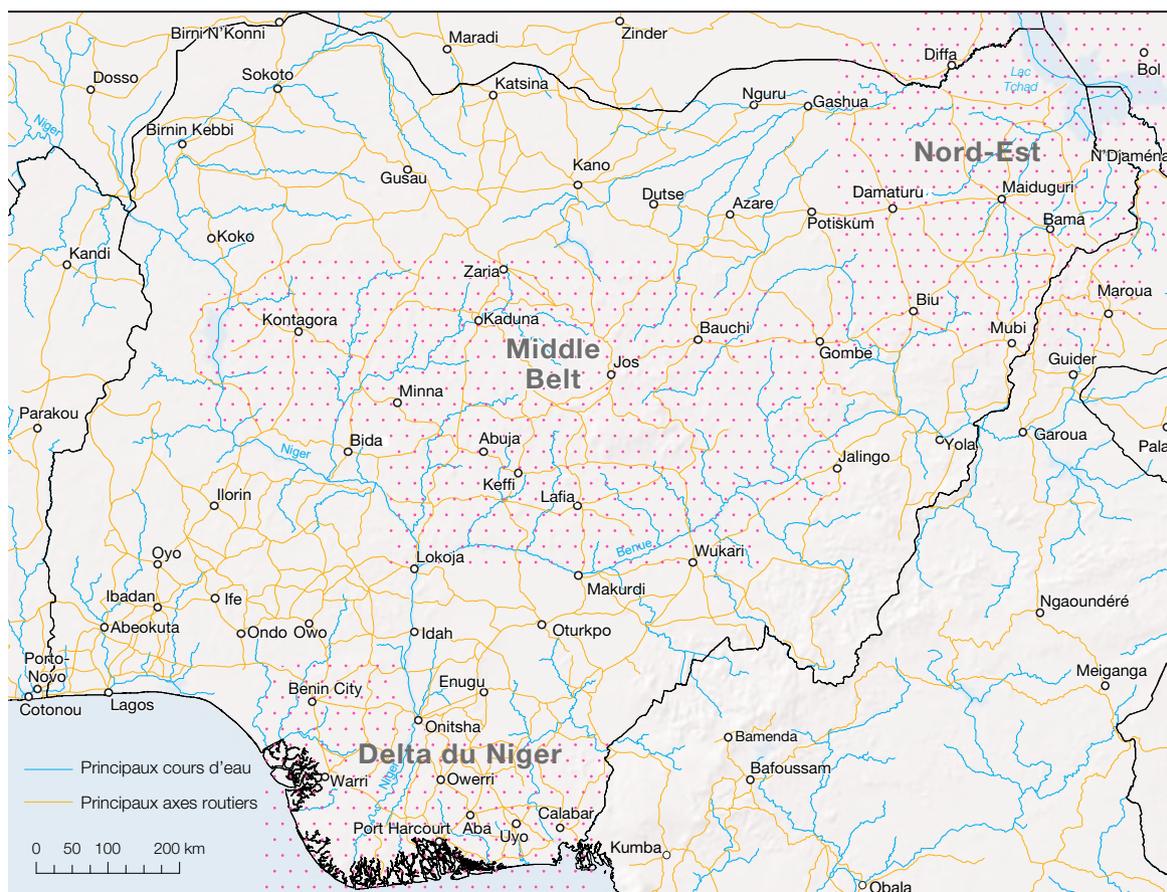
Ces dernières années, le conflit du nord du Mali s'est propagé à des régions restées largement à l'écart de la violence politique. Plusieurs attaques terroristes ont été commises dans le sud du pays, tandis que l'autorité du gouvernement du Mali reste théorique dans de nombreuses zones du Nord. Le delta intérieur du fleuve Niger, le pays dogon et la région du Liptako-Gourma à la frontière du Niger connaissent eux aussi un nombre croissant d'attaques. Une insurrection violente s'est développée dans les régions du nord du Burkina Faso, où les États et leurs partenaires internationaux s'efforcent de mettre en place une force militaire conjointe capable de faire face aux multiples insurrections ([Chapitre 5](#)).

Comme dans le Nord, l'élite politique malienne mise sur des milices locales (telles que les Dozo) pour combattre certains groupes armés dominés par les Peul qui se sont formés dans le centre et l'est du pays. Cette stratégie attise la violence entre communautés ethniques, à l'image des récents massacres entre Dogon et Peul le long de la falaise de Bandiagara. Dans la région de Ménaka, des groupes armés tels que le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) de Moussa Ag Acharatoumane et la milice GATIA dirigée par le Général Ag Gamou aident l'opération française Barkhane à lutter contre les groupes terroristes (Bencherif, 2018). Dans le même temps, certaines communautés peul marginalisées sont de plus en plus tentées de rejoindre l'EIGS, dirigée par Adnan Abu Walid al Sahrawi (Grémont, 2019). La violence semble être de plus en plus privilégiée par les différentes communautés. Ces nouvelles évolutions contribuent à la propagation de la violence dans la région.

L'indicateur SCDi met en évidence ces nouveaux foyers de conflit en 2018 ([Carte 4.17](#)). La partie centrale du Mali, allant de Djenné au Gourma, est aujourd'hui devenue une vaste zone de conflit dans laquelle les violences politiques sont à la fois très localisées et très denses (vert foncé). Cette zone s'étend loin à l'intérieur du Burkina Faso voisin, à la fois vers le Nord à l'ouest de Ouahigouya et dans la région du Sahel autour

Carte 4.18

Nigéria : Nord-Est, Middle Belt et delta du Niger



Note : Les principales zones de conflit sont indiquées par des pois.

Source : Auteurs.

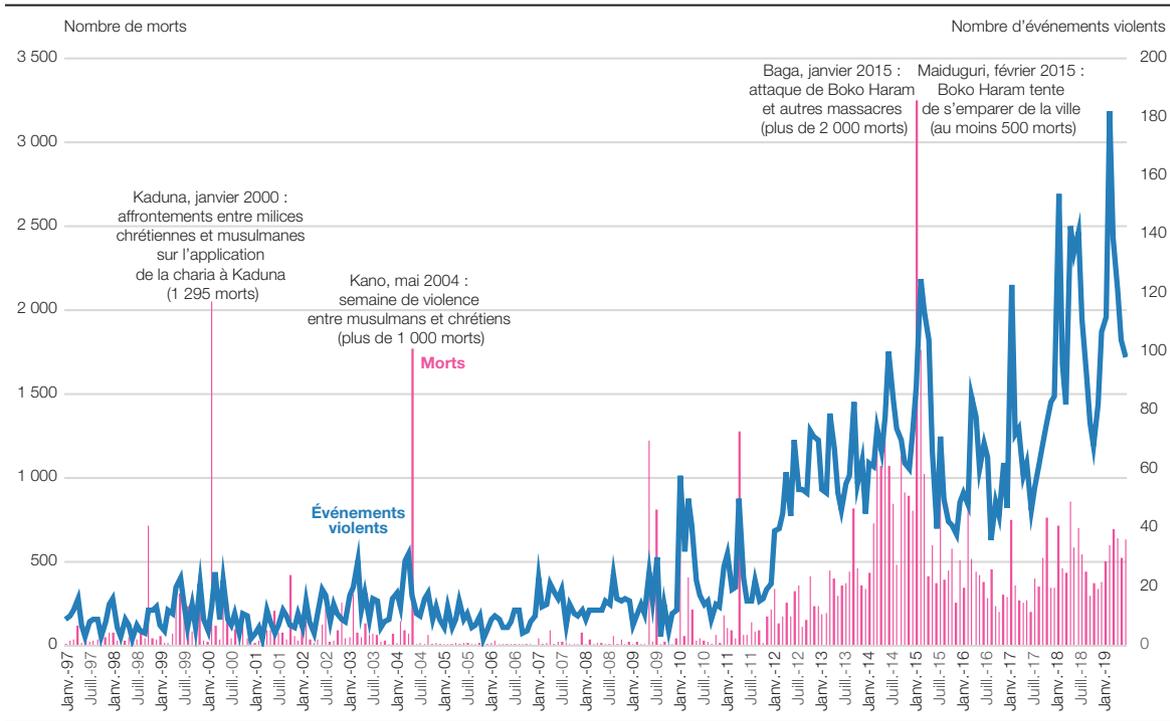
jihadiste couramment appelée Boko Haram (Kendhammer et McCain, 2018). Boko Haram est née dans l'État de Borno au début des années 2000, en tant que mouvement social et non violent (Onuoha, 2014). Il était initialement connu en tant que « Yusufiyah », d'après le nom du prédicateur charismatique d'idéologie salafiste, Mohammed Yusuf, qui a attiré un nombre grandissant de fidèles des États de Yobe et de Borno au Nigéria, ainsi que du Niger et du Tchad (Anugwom, 2019 ; Thurston, 2018). Le nom Boko Haram, qui signifie « l'éducation occidentale est un péché » en haoussa, lui a été donné par des personnes extérieures à l'organisation et n'est pas reconnu par ses dirigeants, qui préfèrent se faire appeler Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad (Congrégation des compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte).

L'organisation, qui a proclamé son propre califat et prêté allégeance à l'État islamique au milieu des années 2010, appelle à un rejet radical du sécularisme et de nombreuses pratiques religieuses considérées comme contraires à l'islam (Thurston, 2016). Son objectif est de renverser les gouvernements laïques, en particulier au Nigéria, de couper leurs liens avec l'Occident et de réduire à néant l'ordre social et politique de la région en ayant recours à une violence indiscriminée à l'encontre de cibles gouvernementales et civiles.

En 2009, après une série d'affrontements avec les forces gouvernementales nigérianes, Mohammed Yusuf lance une insurrection majeure à Maiduguri. Les forces nigérianes repoussent l'offensive et exécutent Yusuf durant sa détention (Adesoji, 2010). Le mouvement est depuis dirigé par Abubakar Shekau qui lance

Graphique 4.10

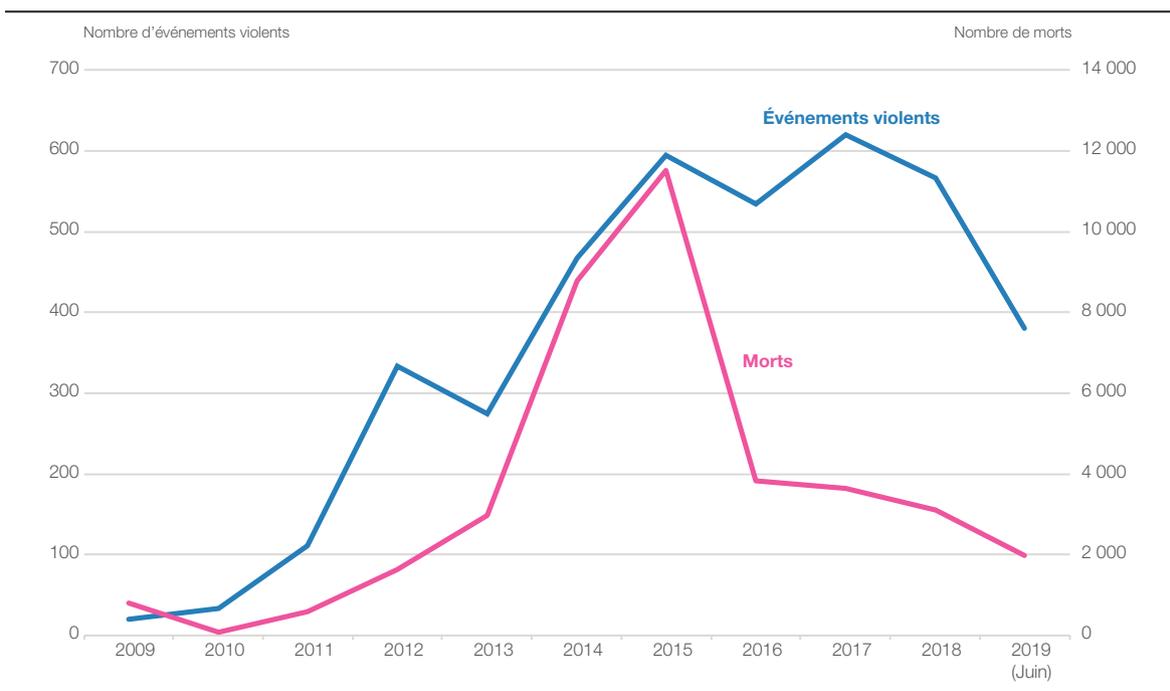
Décès dus à des événements violents au Nigéria, 1997-2019 (juin)



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.11

Événements violents et décès liés à Boko Haram, 2009-19 (juin)



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

une nouvelle série d'attaques à Bauchi en 2010 et à Abuja en 2011 (ICG, 2014). Shekau radicalise l'organisation et s'engage dans une lutte sanglante et sans merci contre le gouvernement nigérian et la quasi-totalité des habitants de la région. Au milieu des années 2010, le gouvernement nigérian déclare l'état d'urgence dans les États de Borno, de Yobe et d'Adamawa, et encourage la constitution de groupes d'autodéfense tels que la Force d'intervention civile conjointe (*Civilian Joint Task Force*, CJTF). Cette mesure contribue à réduire la présence de Boko Haram dans les villes et à accroître ses activités dans les régions rurales, où l'organisation multiplie les enlèvements et les demandes de rançon. Ainsi, en avril 2014, Boko Haram capture 276 lycéennes d'une école secondaire publique à Chibok, dans l'État de Borno, un enlèvement qui provoque l'indignation de la communauté internationale. À partir de ses bases militaires rurales, Boko Haram se livre également à une campagne de terreur et des crimes de masse.

L'intensification de la campagne militaire contre Boko Haram contribue à exacerber la violence. Les attaques lancées par les militaires et les groupes d'autodéfense nigériens donnent lieu à des représailles de Boko Haram à l'encontre de cibles militaires et civiles, ce qui accroît le nombre d'armes en circulation dans la région. La majorité des armes utilisées par les militants de Boko Haram sont en effet volées à l'armée nigérienne et seul un petit nombre provient de Libye (de Tessières, 2017). En 2014, Boko Haram atteint sa plus vaste emprise géographique dans les États du nord de Borno, de Yobe et d'Adamawa, et proclame l'établissement d'un nouveau califat. Cette annonce est suivie en janvier 2015 par une série d'opérations militaires de grande ampleur de la part du Nigéria et de ses alliés régionaux réunis au sein de la Force multinationale mixte (MNJTF). Boko Haram subit des pertes territoriales considérables, notamment les villes de Malam Fatori et Damasak, ainsi que son quartier général de Gwoza (Thurston, 2018).

Sur les 39 000 morts directement imputées à Boko Haram depuis 2009, un tiers (11 500) sont survenues en 2015, selon les données ACLED. Depuis, le nombre de morts attribuées à Boko Haram n'a cessé de diminuer, pour s'établir à

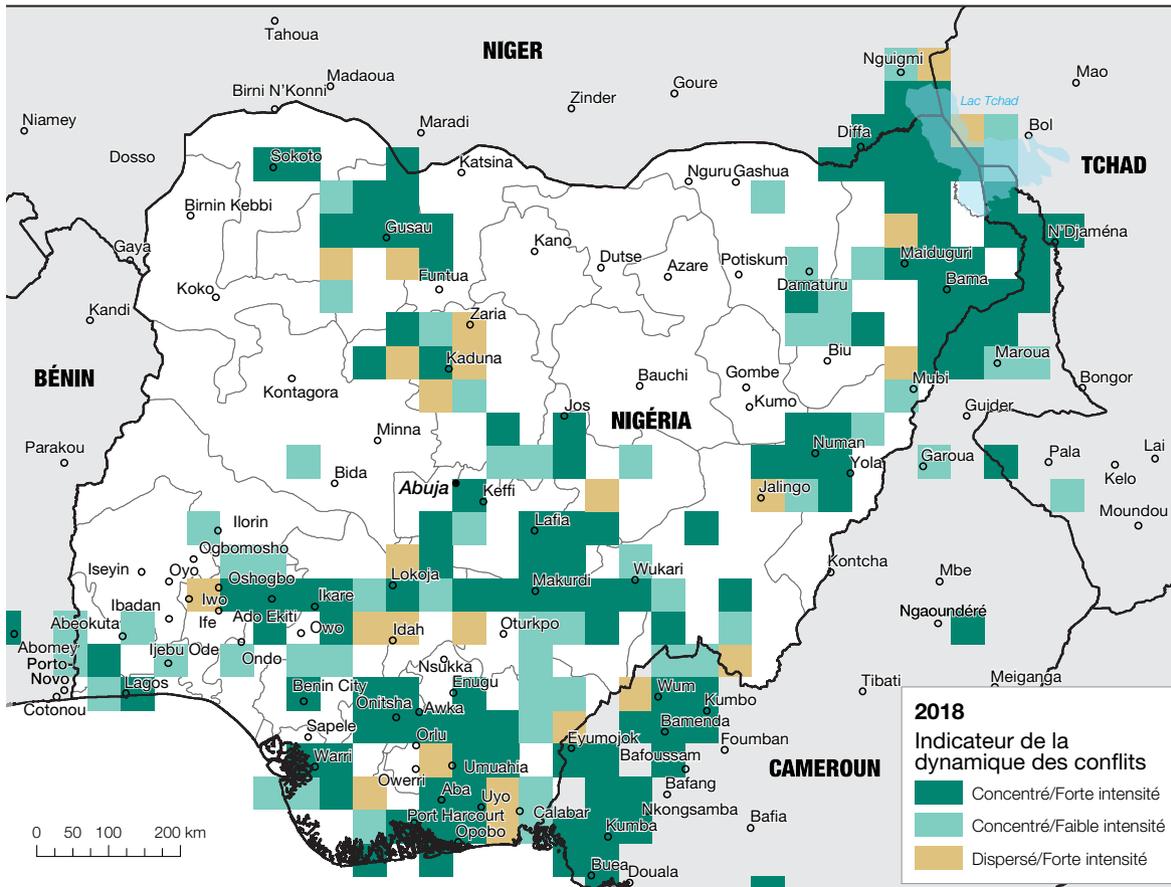
3 100 en 2018 (Graphique 4.11). Si le mouvement insurrectionnel résiste encore, le nombre d'événements violents est également en repli, après avoir atteint le nombre record de 620 en 2017. En dépit de la déroute militaire du groupe, l'insécurité dans les régions rurales reste très élevée, et l'insurrection a des répercussions massives sur la production agricole, le pastoralisme et la population civile (van den Hoek, 2017). Au moins 20 000 personnes ont été tuées par les insurgés et les forces de sécurité, et plus de 2.5 millions ont été déplacées au cours des dernières années (ICG, 2017 ; OCHA, 2019).

Le mouvement se replie alors dans des zones isolées, montagneuses ou d'accès difficile le long de la frontière avec le Cameroun et dans le bassin du lac Tchad. Des rivalités internes affaiblissent également sa domination. Le groupe se scinde en deux grandes factions, celle de Shekau et celle d'Abou Mosab al-Barnaoui, connue sous le nom de Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (Zenn, 2019). À partir du milieu des années 2010, les factions de Boko Haram opèrent dans le nord du Cameroun (Mbowou, 2018) et s'étendent au Niger et au Tchad (Comolli, 2015 ; Magrin et Pérouse de Montclos, 2018). Au Cameroun, Boko Haram établit des bases militaires au pied des monts Mandara et sur les rives méridionales du lac Tchad dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone-et-Chari dans la région de l'Extrême-Nord. Boko Haram planifie souvent ses incursions à partir du Nigéria, dans un esprit de représailles ou pour piller les vivres dont le mouvement a besoin (Seignobos, 2015). Dans le sud-est du Niger, Boko Haram mène entre 2015 et 2016 de nombreuses attaques le long de la frontière avec le Nigéria, en particulier dans la région de Diffa, qui continue d'entretenir des liens sociopolitiques et économiques étroits avec l'État de Borno.

Si Boko Haram se replie dans les pays voisins (Dowd, 2018), Shekau prête allégeance à l'État islamique en mars 2015, et Boko Haram se renomme en al-Dawla al-Islamiyya fi Wilayat Gharb Ifriqiyyah, ou État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA) (Zenn, 2019). L'alliance n'est toutefois que de courte durée, car un an plus tard, l'État islamique reconnaît Abou Mosab

Carte 4.19

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDI) au Nigéria et dans la région du lac Tchad, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019. Calculs et cartographie des auteurs.

al-Barnaoui (fils présumé de Yusuf) comme chef du mouvement. Shekau reprend alors l'ancien nom de Boko Haram, Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad, en août 2016. Le groupe est désormais divisé en deux factions : la première, dirigée par Abubakar Shekau, mène ses actions dans le Borno et le long de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria ; la deuxième est dirigée par Abou Mosab al-Barnaoui, et est active dans les îles du lac Tchad et le long de la frontière avec le Niger. Elle est également présente dans l'État de Yobe et dans les régions méridionales et centrales de l'État de Borno (Seignobos, 2018).

La [Carte 4.19](#) illustre clairement le repli de Boko Haram dans des régions rurales et des lieux sûrs et isolés au nord-est du pays. Jusqu'en 2015, Boko Haram a commis des centaines d'attaques jusque dans les régions de Kano et d'Abuja. Aujourd'hui, toutefois, le périmètre géographique de ses

activités semble beaucoup plus limité. Le principal foyer de conflits extrêmement violents s'étend de la région nigérienne de Diffa au nord, jusqu'au nord de Mubi dans l'État d'Adamawa, et englobe la majorité du lac Tchad, la région de N'Djaména et le nord du Cameroun. Un pôle plus restreint de violence localisée et de forte intensité spatiale est situé en marge de la principale zone de conflit dans l'État d'Adamawa, au nord de Numan. Dans les États de Borno et de Yobe, certaines régions rurales connaissent encore des événements violents localisés et de faible intensité spatiale, par exemple entre Damaturu et Biu.

Violences intercommunautaires dans la Middle Belt

Dans la Middle Belt, les violences intercommunautaires qui sévissent depuis les années 80 dans

les États d'Adamawa, de Benue, de Kogi, de Kwara, de Nassarawa, de Niger et de Plateau représentent une menace grave et très étendue sur le plan de la sécurité (Campbell et Page, 2018). La prolifération des armes, associée au regroupement croissant de gangs de jeunes et de criminels, favorise les pillages, les kidnappings et le vol de bétail. La Middle Belt est particulièrement touchée par les violences intercommunautaires en raison de sa position géographique le long des lignes de clivages ethniques et religieux. Les tensions sont concentrées dans la région de Jos, en particulier entre les populations indigènes (essentiellement chrétiennes) et des groupes arrivés plus récemment pour travailler et commercer, comme les Haoussa à majorité musulmane ([Carte 4.19](#)).

Les violences intercommunautaires s'expriment sous trois formes : les conflits territoriaux, la lutte pour des ressources telles que le foncier, le pétrole, l'eau ou les marchés, et les différends politiques. La faiblesse de la gouvernance et la corruption alimentent également les conflits en exacerbant l'hostilité existant entre les groupes. Les violences perpétrées à l'encontre des civils et entre paysans et éleveurs ont augmenté, et plus de 1 300 personnes ont été tuées et 300 000 déplacées depuis 2018 dans les États d'Adamawa, de Benue, de Nassarawa, de Plateau et de Taraba (ICG, 2018). Les Forces de police nigérianes (NPF) peinent à endiguer la prolifération des milices d'autodéfense dans la Middle Belt.

Une insécurité persistante et des déplacements de populations font partie des conséquences des violences intercommunautaires. Au cours des 15 dernières années, plusieurs actions sont menées face à ces crises, en plus des interventions policières et militaires. Aucune d'entre elles n'a été de taille face à l'ampleur du défi sécuritaire auquel est confrontée la Middle Belt. Sur le terrain, des initiatives sont mises en œuvre pour promouvoir le dialogue, et des commissions judiciaires sont chargées d'enquêter sur les causes et les auteurs des violences. Dans les années 2010, le gouvernement fédéral a lancé l'opération Rainbow dans l'État de Plateau, et l'opération Yaki dans l'État de Kaduna, afin de renforcer les mesures de sécurité dans la région à l'aide de systèmes d'alerte précoce (ICG, 2012). Plus récemment, il a créé des réserves de pâturage et des couloirs de transhumance qui devraient permettre aux

éleveurs nomades de conserver leurs moyens de subsistance sans empiéter sur les terres agricoles. Ces initiatives se sont heurtées à une forte opposition de la part des communautés agricoles et des gouvernements locaux des États de Plateau et de Kaduna (Vinson, 2018).

L'insurrection dans le delta du Niger

Le delta du Niger, qui se compose de neuf États du sud du Nigéria, détient des réserves de pétrole prouvées de plus de 30 milliards de barils, du gaz naturel, et produit plus de 80 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays. Ces gisements considérables sont à l'origine de troubles dans la région (Adunbi, 2018). La région connaît une violence persistante, et par conséquent une insécurité élevée, situation propice à la prolifération des milices, aux demandes de rançon et aux trafics de tous ordres.

L'insurrection dans le delta du Niger débute en 2003. À l'époque, des mouvements dirigés par divers groupes militent pour plus de droits fonciers, le contrôle des ressources et des recettes pétrolières, et le développement social dans la région (Watts, 2016). La lutte pour le pétrole suscite des troubles à l'échelon régional, liés à la fois à des conflits historiques et interethniques anciens, et au bras de fer engagé avec le gouvernement et les compagnies pétrolières étrangères (Obi, 2009), qui débute avec le soulèvement des Ogoni dans les années 90. Trois groupes d'acteurs participent à l'insécurité : diverses ethnies comme les Ijaw, les Urhobo et les Itsekiri, des gangs criminels, et les populations locales préoccupées par le développement social et économique de la région du delta du Niger.

Les trois principaux groupes d'insurgés sont le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND), la Force des volontaires du peuple du delta du Niger (NDPVF), et les Forces volontaires du delta du Niger (NDVF). Formé en 2006, le MEND milite initialement pour la minorité ethnique des Ijaw et menait des campagnes de résistance. Plus récemment, il s'est opposé aux compagnies pétrolières et aux travailleurs étrangers souhaitant accroître le contrôle sur les recettes de l'industrie pétrolière. D'autres groupes sont aussi concernés par les impacts environnementaux de ces exploitations

et le défi lié au développement de la région. Un des contentieux porte sur l'écart entre le fort PIB de la région et sa grande pauvreté. L'une des conséquences est le développement de l'insécurité, de la violence et des réseaux criminels. Cela s'exprime par des attaques contre les installations pétrolières, des kidnappings de travailleurs étrangers et des demandes de rançon, et perturbations des exportations de pétrole.

Les guerres civiles en Libye

La première guerre civile libyenne débute en février 2011 par des contestations populaires à l'encontre du régime du colonel Mouammar Kadhafi. À l'issue d'un conflit qui dure neuf mois, les rebelles soutenus par diverses puissances étrangères font chuter le gouvernement Kadhafi, et le remplace par le Conseil national de transition (CNT) de Libye, groupe constitué pour consolider l'opposition à l'échelon national. La deuxième guerre civile éclate en 2014 entre différentes milices armées qui cherchent à prendre le pouvoir politique et le contrôle des ressources. Le conflit est toujours en cours.

Les contestations qui débutent en Libye en 2011 coïncident avec les manifestations du Printemps arabe qui se produisent dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La riposte violente des forces de sécurité fait environ 80 morts et suscite une vague de protestations dans tout le pays (Mundy, 2018). Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies adopte la résolution 1970 à la suite de la condamnation par la Ligue arabe, l'Union africaine et l'UE de l'utilisation, par le régime de Kadhafi, d'armes mortelles contre des manifestants pacifiques. La résolution appelle à un cessez-le-feu immédiat, impose des sanctions à Kadhafi et saisit la Cour pénale internationale (CPI) pour les attaques contre la population civile (UNSC, 2011). Le lendemain, le CNT annonce la constitution d'un gouvernement d'opposition parallèle. Dans le cadre de l'opération Odyssey Dawn, des troupes britanniques, françaises et américaines attaquent les forces gouvernementales libyennes le 19 mars, en ciblant essentiellement le colonel Kadhafi, et apportent leur soutien aux milices rebelles. Des groupes rebelles capturent plusieurs villes

et chassent les forces gouvernementales afin de renverser le gouvernement central.

Au cours du conflit, l'environnement sécuritaire à Tripoli se fragmente. De multiples milices et réseaux criminels s'affrontent pour le contrôle de différents territoires ainsi que pour le pouvoir politique et les ressources. Après la chute de Kadhafi, les luttes pour s'emparer de Tripoli et d'autres régions s'intensifient alors que divers groupes armés se disputent le contrôle politique et les ressources. Les quatre principales milices armées qui contrôlent différents secteurs de Tripoli et le reste de la Libye dominent l'État libyen post-Kadhafi (Lacher et Al-Idrissi, 2018).

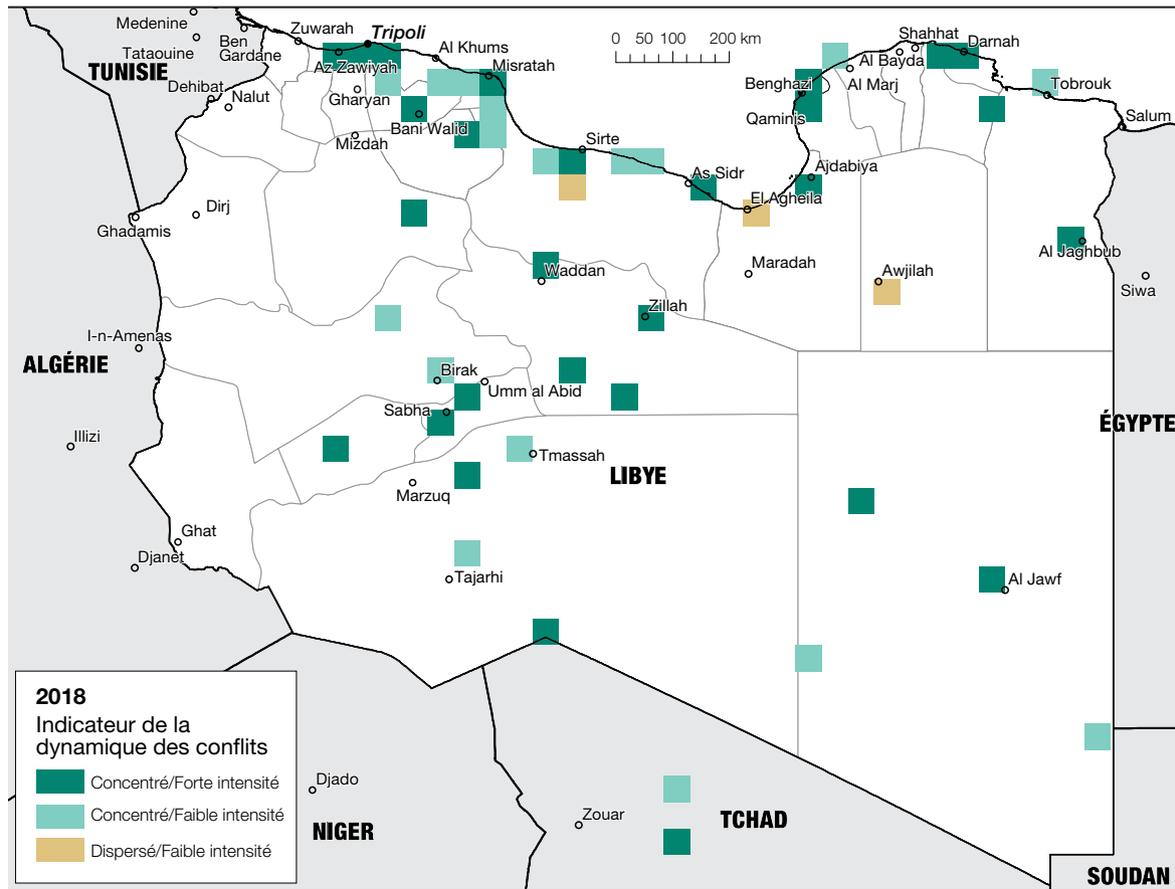
En 2014, les institutions publiques se divisent en gouvernements rivaux et les luttes de pouvoir dégénèrent en conflit ouvert. Plus de 30 groupes armés contrôlent différentes régions de la Libye et s'affrontent sans qu'une autorité unique ne soit en mesure de gouverner ou d'exercer le pouvoir. En 2016, le Conseil présidentiel, sous la pression de gouvernements et d'institutions extérieurs, s'installe à Tripoli. Les Nations Unies soutiennent le Gouvernement d'union nationale (GNA), un gouvernement de transition établi pour maintenir l'ordre et l'autorité. Les milices étendent leur contrôle sur l'ensemble du centre, du sud et de l'ouest de la Libye, et tentent de convertir leur domination territoriale en influence politique. Les gouvernements de transition successifs sont contraints d'associer des représentants de nombreuses factions, aucune d'entre elles n'étant prête à céder son autorité.

En 2017, des groupes armés forment un cartel de milices et resserrent leur contrôle sur les ressources du pays et les institutions publiques (Lacher, 2019). En 2018, un petit nombre de groupes armés prend le contrôle de l'État libyen et de Tripoli, le Conseil présidentiel ne disposant ni de l'autorité ni de la force nécessaire pour contrôler les milices. Plus récemment, Khalifa Haftar, maréchal et commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, tente de s'emparer de Tripoli, via la plus vaste mobilisation de combattants en Libye depuis 2011 (Lacher, 2019).

La dynamique spatiale de la guerre civile libyenne diffère grandement de celles du Sahel central et du Nigéria. L'indicateur montre que, dans la vaste majorité des régions du pays en proie à un conflit, la violence est localisée ([Carte 4.20](#)).

Carte 4.20

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Libye, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Cela est dû essentiellement à la géographie des établissements humains : si des insurrections peuvent éclater dans les zones rurales du Sahel, alimentées par les populations locales, la violence est fortement concentrée dans les zones urbaines de la Libye, un pays où les principales villes de Tripoli, Benghazi, Misratah, Zlitan et Sabha représentent 72 % de la population urbaine en 2015 (Africapolis, 2019). Une deuxième zone de conflit plus diffus est observée dans le Fezzan, à 700 km au sud de Tripoli, autour des villes de Sabha, Ubari et Murzuk. Les rivalités locales entre les milices pour le contrôle des itinéraires transsahariens de contrebande et des gisements de pétrole, ainsi que les tensions autour des questions de citoyenneté expliquent une grande partie des combats observés entre les communautés touareg et toubou et au sein de celles-ci dans la région (Lacher, 2014).

Perspectives politiques

La violence politique s'est à la fois progressivement déplacée et étendue en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'indicateur spatial confirme que la géographie globale de la violence met en évidence des conflits moins isolés qu'auparavant. De multiples pôles présentant une violence de forte intensité spatiale ont émergé. Des régions connaissant une violence de plus faible intensité spatiale se développent à leur périphérie, en particulier au Sahel.

Si le nombre des conflits augmente, ceux-ci sont également plus violents. En 2018, le nombre d'événements violents et de victimes est supérieur à la moyenne sur 20 ans dans plus de la moitié des régions en proie à un conflit. En d'autres termes, dans les régions qui connaissaient un conflit, ce dernier s'est plus souvent aggravé que l'évolution passée n'aurait pu le laisser prévoir.

L'étude de la région menée sur le long terme montre également que ni l'Afrique du Nord ni l'Afrique de l'Ouest ne sont le théâtre de conflits mondiaux. Les conflits qui y sévissent sont en grande partie localisés et les événements violents surviennent le plus souvent à proximité les uns des autres. Moins d'un tiers des régions en proie à des violences montrent des signes de diffusion de cette violence. En général, les conflits naissent de différends non résolus entre communautés locales. La violence est essentiellement enracinée dans certaines régions, dont les civils subissent les conséquences extrêmement néfastes, ainsi que dans les zones frontalières, qui comptabilisent un nombre disproportionnellement élevé d'événements violents et de victimes (Walther et al., 2019).

Une hausse du nombre des régions enregistrant des événements violents plus dispersés est observée depuis 2016, ce qui pourrait témoigner d'une transition vers une intensification ou, à l'inverse, une désintensification de la violence. La fréquence de ces régions où les événements violents sont dispersés est aujourd'hui supérieure à celle enregistrée sur les 20 années couvertes par l'étude. Cette tendance reste toutefois

majoritairement cantonnée aux principales zones de conflit dans le Sahel et au Nigéria ; les conflits en Libye restent fortement localisés.

La hausse du nombre de régions où les événements violents sont dispersés est probablement une conséquence du nombre croissant d'attaques à l'encontre de civils. De fait, nombre des insurrections jihadistes ont pour objectif le contrôle des populations civiles ou leur assassinat. Les attaques dispersées sont particulièrement nombreuses dans les régions frontalières, où les insurgés peuvent échapper aux forces gouvernementales. L'augmentation récente de la violence dans les régions frontalières est particulièrement préoccupante dans le Sahel, où les insurrections locales ont tendance à se déplacer d'une zone de conflit à une autre depuis le début des années 2010.

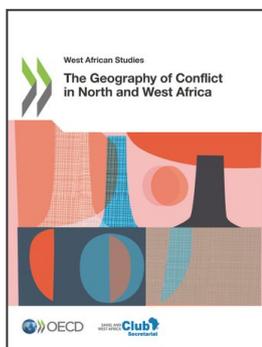
Ces résultats montrent combien il importe d'intégrer la dimension spatiale dans l'analyse et la conception des stratégies contre-insurrectionnelles. Ils soulignent les difficultés que rencontrent les forces étatiques et multinationales pour endiguer les combats, et la nécessité de mieux comprendre les interventions militaires.

Références

- ACLED (2019), Armed Conflict Location and Event Data Project, <https://www.acleddata.com>.
- Adunbi, O. (2018), « The rise and decline (and rise) of the Niger Delta rebellion », in Levan, C. et P. Ukata (dir. pub.), *The Oxford handbook of Nigerian politics*, Oxford University Press, Oxford, pp. 1-18.
- Adesoji, A. (2010), « The Boko Haram uprising and islamic revivalism in Nigeria », *Africa Spectrum*, vol. 45, n° 2, pp. 95-108.
- Anugwom, E.E. (2019), *The Boko Haram insurgency in Nigeria. Perspectives from within*, Springer, New York.
- Bencherif, A. (2019), « Pour une (re-) lecture des rébellions touarègues au Mali: Mémoires et représentations dans l'assemblage politique touareg », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 53, n° 2, pp. 195-214.
- Bencherif, A. (2018), « Le Mali post Accord d'Alger : une période intérimaire entre conflits et négociations », *Politique africaine*, vol. 2, n° 150, pp. 179-201.
- Bencherif, A. et A. Campana (2017), « Alliances of convenience: Assessing the dynamics of the Malian insurgency », *Mediterranean Politics*, vol. 22, n° 1, pp. 115-134.
- Bourgeot, A. (2012), « La crise malienne : vers une recomposition géopolitique des espaces sahariens », in Mokhefi, M. et A. Antil (dir. pub.), *Le Maghreb et son Sud: Vers des liens renouvelés*, CNRS, Paris, pp. 91-109.
- Boutellis, A. et M.J. Zahar (2017), *A Process in search of peace: Lessons from the inter-Malian agreement*, International Peace Institute, New York.
- Buijtenhuijs, R. (1995), « French military interventions: The case of Chad », in Kirk-Greene, A. et D. Bach (dir. pub.), *State and society in Francophone Africa since independence*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 213-227.
- Campbell, J. et M.T. Page (2018), *Nigeria: What everyone needs to know*, Oxford University Press, Oxford.
- Carter, K.M. et S. Straus (2019), « Changing patterns of political violence in sub-Saharan Africa », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, <http://dx.doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.701>.

- Comolli, V. (2015), *Boko Haram: Nigeria's Islamist insurgency*, Oxford University Press, Oxford.
- de Tessières, S. (2017), « Measuring illicit arms flows. Niger », *Small Arms Survey Briefing Paper*, Genève.
- Deycard, F. (2013), « Les Touaregs du Niger et la crise du Sahel », in Rouppert, B. et al. (dir. pub.), *Sahel. Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, Bruxelles, pp. 19-39.
- Deycard, F. (2012), « Political cultures and Tuareg mobilizations: Rebels of Niger, from Kaocen to the Mouvement des Nigériens pour la justice », in Guichaoua, Y. (dir. pub.), *Understanding collective political violence*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 46-64.
- Deycard, F. (2007), « Le Niger entre deux feux. La nouvelle rébellion touarègue face à Niamey », *Politique africaine*, vol. 4, n° 108, pp. 127-144.
- Dowd, C. (2018), « Nigeria's Boko Haram: Local, national and transnational dynamics », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, New York, pp. 135-155.
- Elischer, S. (2019), « Contemporary civil-military relations in the Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 19, Éditions OCDE, Paris, Paris, <https://doi.org/10.1787/f17713c9-en>.
- Eizenga, D. (2019), « Long term trends across security and development in the Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 25, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/630477ee-en>.
- GPW (2015), Gridded population of the world, version 4 (GPWv4), Revision 11 data sets, Columbia University Center for International Earth Science Information Network.
- Grémont, C. (2019), « Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) », *Hérodote*, n° 172, pp. 43-62.
- Grémont, C. (2010), « Touaregs et Arabes dans les forces armées coloniales et maliennes : une histoire en trompe-l'oeil », *Note de l'IFRI*, janvier.
- Griffin, C. (2016), « Operation Barkhane and Boko Haram: French counterterrorism and military co-operation in the Sahel », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, n° 5, pp. 896-913.
- Guichaoua, Y. (2009), « Circumstantial alliances and loose loyalties in rebellion making: The case of Tuareg insurgency in Northern Niger (2007-2009) », *Microcon Research Working Paper 20*.
- Guichaoua, Y. et M. Pellerin (2017), « Faire la paix et construire l'État. Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Mali et au Niger », *Études de l'IRSEM*, n° 51, juillet.
- Ibrahim, I.Y. (2017), « Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Notes ouest-africaines*, n° 7, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/1da64565-fr>.
- ICG (2018), *Stopping Nigeria's spiralling farmer-herder violence*, Africa Report n° 262, International Crisis Group.
- ICG (2017), *Watchmen of Lake Chad: Vigilante groups fighting Boko Haram*, Africa Report n° 244, International Crisis Group.
- ICG (2014), *Curbing violence in Nigeria (II): The Boko Haram insurgency*, Africa Report n° 216, International Crisis Group.
- ICG (2012), *Curbing violence in Nigeria (I): The Jos Crisis*, Africa Report n° 196, International Crisis Group.
- Joscelyn, T. (2017), « Analysis: Al Qaeda groups reorganize in West Africa », *FDD's Long War Journal*, 13 mars.
- Kendhammer, B. et C. McCain (2018), *Boko Haram*, Ohio University Press, Athènes.
- Lacher, W. (2019), « Who is fighting whom in Tripoli? », *SANA Briefing Paper*.
- Lacher, W. (2014), Libya's fractious South and regional instability. *Small Arms Survey Dispatch 3*, Genève.
- Lacher, W. et A. Al-Idrissi (2018), « Capital of militias: Tripoli's armed groups capture the Libyan state », *SANA Briefing Paper*.
- Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg separatism in Mali and Niger », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics. Aspiration, grievance, performance, disenchantment*, Palgrave MacMillan, Cham, pp. 23-57.
- Lecocq, B. et G. Klute (2013), « Tuareg separatism in Mali », *Canada's Journal of Global Policy Analysis*, vol. 68, n° 3, pp. 424-434.
- Lecocq, B., G. Mann, B. Whitehouse, D. Badi, L. Pelckmans, N. Belalimat, B. Hall et W. Lacher (2013), « One hippopotamus and eight blind analysts: A multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali », *Review of African Political Economy*, vol. 40, n° 137, pp. 343-357.
- Magrin G. et M.-A. Pérouse de Montclos (dir. pub.) (2018), *La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Agence française de développement, Paris.
- Marut, J.C. (2010), *Le conflit de Casamance : Ce que disent les armes*, Karthala, Paris.
- Mbowou, C. (2018), « Between the 'Kanuri' and others. Giving a face to a jihad with neither borders nor tribes in the Lake Chad Basin », in Collombier, V. et O. Roy (dir. pub.), *Tribes and global Jihadism*, Oxford University Press, Oxford, pp. 131-213.
- Miles, W.F. (2018), « Jihads and borders: Social networks and spatial patterns in Africa, present, past and future », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, Londres, pp. 187-205.
- Mundy, J. (2018), *Libya*, Polity, Cambridge.

- Obi, C. (2009), « Nigeria's Niger Delta: Understanding the complex drivers of violent oil-related conflict », *Africa Development*, vol. 34, n° 2, pp. 103-128.
- OCDE/CSAO (2019), « Population et morphologies des villes frontalières », *Notes ouest-africaines*, n° 21, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/866dfe5a-fr>.
- OCHA (2019), Lake Chad Basin. Humanitarian Snapshot, 9 août.
- Onuoha, F. (2014), « Boko Haram and the evolving salafî jihadist threat in Northern Nigeria », in Pérouse de Montclos, M.-A. (dir. pub.), *Boko Haram: Islamism, politics, security and the State in Nigeria*, African Studies Centre et French Institute for Research in Africa, Leiden et Ibadan, pp. 158-191.
- Pezard, S. et M. Shurkin (2015), *Achieving peace in Northern Mali: Past agreements, local conflicts, and the prospects for a durable settlement*, Rand Corporation, Santa Barbara.
- Sanchez, A.J. (2018), « Peace Committees for conflict resolution in Casamance: From popular illusion to political denial », *Les Papiers de la Fondation croix-rouge française* 13, Paris.
- Seignobos, C. (2018), « Boko Haram dans ses sanctuaires des monts Mandara et du lac Tchad ». *Afrique contemporaine* n° 265, pp. 99-115.
- Seignobos, C. (2015), « Boko Haram et le lac Tchad : Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine*, n° 255, pp. 93-120.
- Theobald, A. (2015), « Successful or failed rebellion? The Casamance conflict from a framing perspective », *Civil Wars*, vol. 27, n° 2, pp. 181-200.
- Thurston, A. (2018), *Boko Haram: The history of an African jihadist movement*, Princeton University Press, Princeton.
- Thurston, A. (2016), *Salafism in Nigeria*, Cambridge University Press, Cambridge.
- UCDP/PRIO (2019), Armed Conflict Dataset, <https://ucdp.uu.se/downloads>.
- UNSC (2011), United Nations Security Council Resolution 1970, 26 février.
- Van den Hoek, J. (2017), « Agricultural market activity and Boko Haram attacks in northeastern Nigeria », *Notes ouest-africaines*, n° 9, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/13ba9f2e-en>.
- Vinson, L.T. (2018), « Pastoralism, ethnicity, and subnational conflict resolution in the Middle Belt », in Levan, C. et P. Ukata (dir. pub.), *The Oxford handbook of Nigerian politics*, Oxford University Press, Oxford, pp. 1-18.
- Walther, O. (2019), « Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, n° 26, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr>.
- Walther, O. (2017), « Guerres et conflits au Sahara-Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 10, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr>.
- Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.) (2018), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, Londres.
- Walther, O., C. Leuprecht et D. Skillicorn (2018), « Networks and spatial patterns of extremist organisations in North and West Africa », in Walther O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders*, Routledge, New York, pp. 60-86.
- Walther, O., S. Radil et D. Russell (2019), « Mapping the geography of political violence in North and West Africa », *OECD Development Matters*, 17 octobre.
- Watts, M. (2016), « The political ecology of oil and gas in West Africa's Gulf of Guinea: State, petroleum, and conflict in Nigeria », in Van de Graaf, T., B.K. Sovacool, A. Ghosh, F. Kern et M.T. Klare (dir. pub.), *The Palgrave handbook of the international political economy of energy*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 559-584.
- Wikileaks (2008), « Tribal Fault Lines within the Tuareg of Northern Mali », 6 mars, https://wikileaks.org/plusd/cables/08BAMAKO239_a.html.
- Zenn, J. (2019), « Boko Haram's factional feuds: Internal extremism and external interventions », *Terrorism and Political Violence*, <https://doi.org/10.1080/09546553.2019.1566127>.



Extrait de :

The Geography of Conflict in North and West Africa

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/02181039-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2020), « Évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest », dans *The Geography of Conflict in North and West Africa*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7a76f136-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.